



Président : M. Imre HOLLAI (Hongrie).

POINT 58 DE L'ORDRE DU JOUR

Développement et renforcement du bon voisinage
entre Etats : rapport du Secrétaire général

POINT 59 DE L'ORDRE DU JOUR

Examen de l'application de la Déclaration sur le ren-
forcement de la sécurité internationale : rapport du
Secrétaire général

POINT 137 DE L'ORDRE DU JOUR

Application des dispositions de sécurité collective
de la Charte des Nations Unies pour le maintien
de la paix et de la sécurité internationales

1. M. ERDENECHULUUN (Mongolie) [Rapporteur de la Première Commission] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale les rapports de la Première Commission portant sur la sécurité internationale dans le cadre des points 58, 59 et 137 de l'ordre du jour. Ces rapports figurent dans les documents A/37/742 à 744. Les deux premiers points ont été inscrits à l'ordre du jour de la trente-septième session conformément à des résolutions précédentes de l'Assemblée générale, alors que le dernier point était nouveau. Ces points ont été discutés au cours de 11 séances tenues entre le 29 novembre et le 9 décembre 1982. Le débat général commun portait sur toutes ces questions, comme c'est la pratique dans cette commission. Il a fait ressortir la profonde préoccupation que ressentaient les Etats Membres face à la situation actuelle marquée par des tensions accrues et une dangereuse aggravation du climat de crise dans les relations internationales. Par ailleurs, nombre d'Etats ont déclaré qu'ils appuyaient pleinement l'idée de renforcer le rôle de l'Organisation des Nations Unies dans le domaine du maintien de la paix et de la sécurité internationales, et en particulier sa capacité en matière d'établissement et de maintien de la paix.

2. En ce qui concerne le point 58 de l'ordre du jour, de nombreux orateurs ont pensé que la promotion de relations de bon voisinage représentait un facteur important pouvant contribuer au développement de la coopération entre Etats dans divers domaines, ce qui ne manquerait pas d'avoir un effet favorable sur l'ensemble des relations internationales. Le projet de résolution adopté sans être mis aux voix a mis d'avantage en lumière les éléments qui concourent au bon voisinage, partie d'un processus qui, de l'avis des auteurs, devrait conduire à l'élaboration, en temps

opportun, d'un instrument international approprié en la matière.

3. Le débat sur le point 59 de l'ordre du jour a permis d'analyser de manière approfondie les phénomènes négatifs qui, actuellement font obstacle à la paix et à la sécurité internationales. On a dit qu'il était nécessaire de déployer des efforts concertés pour arrêter et inverser la tendance dangereuse qui se manifeste actuellement dans les relations internationales et pour créer un climat propice au développement de la coopération internationale fondée sur l'égalité souveraine des Etats. Au cours du débat, les orateurs ont attaché une importance particulière à la question du renforcement de la paix et de la sécurité dans différentes régions du monde.

4. L'examen du point 137 de l'ordre du jour a fait ressortir la nécessité urgente, pour les Etats Membres et pour l'Organisation des Nations Unies, le Conseil de sécurité en particulier, d'agir de concert en vue de prévenir une nouvelle détérioration de la situation politique mondiale. Le projet de résolution adopté dans le cadre de ce point prie notamment le Conseil de sécurité d'étudier la question de l'application des dispositions de sécurité collective prévues par la Charte des Nations Unies.

5. Après ces brèves observations, je souhaite soumettre à l'Assemblée les recommandations de la Première Commission pour adoption.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Première Commission.

6. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations se limiteront à des explications de vote. Les délégations ont fait connaître leur position à l'égard des diverses recommandations lors des réunions de la Première Commission, comme le montrent les comptes rendus officiels. Je voudrais rappeler que, au paragraphe 7 de sa décision 34/401, l'Assemblée générale a décidé que, lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière, les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission. Je souhaite également rappeler que, conformément à la même décision, les explications de vote doivent être limitées à 10 minutes et que les représentants doivent prendre la parole de leur place.

7. J'invite maintenant l'Assemblée à se pencher sur le rapport de la Première Commission relatif au point 58 de l'ordre du jour [A/37/742]. L'Assemblée va devoir se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 8 du rapport. Etant donné que la Commission a adopté ce projet de réso-

lution sans procéder à un vote, puis-je considérer que l'Assemblée générale souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 37/117).

8. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au rapport de la Première Commission sur le point 59 de l'ordre du jour [A/37/743].

9. Je donne la parole au représentant de l'Albanie qui souhaite expliquer son vote avant le scrutin.

10. M. BALETA (Albanie) : L'Assemblée générale est appelée encore une fois à se prononcer sur un projet de résolution devenu déjà traditionnel, intitulé "Examen de l'application de la Déclaration sur le renforcement de la sécurité internationale", recommandé par la Commission dans son rapport. La délégation albanaise a observé une attitude constante de non-participation au vote sur un tel projet de résolution et a exposé à maintes reprises, par le passé, les raisons sur lesquelles son attitude est fondée. A présent, elle voudrait rappeler qu'elle maintient toutes ses réserves déjà exprimées au sujet des dispositions qui traitent du problème de la détente, de la sécurité européenne, des zones dites de paix, de la situation en Méditerranée, du rôle du Conseil de sécurité, et autres.

11. Le projet de résolution qui nous est soumis cette année contient certains paragraphes nouveaux. Nous soutenons ce qui a été ajouté pour souligner l'importance des principes connus du droit international et pour mettre plus en évidence l'aggravation de la situation et les dangers dans le monde. Mais nous avons, d'autre part, des réserves à formuler. Nous devons constater que ces nouvelles dispositions du projet de résolution traitent du système de sécurité collective sans toucher à son fond, sans expliquer pourquoi il n'a pas fonctionné et ce qu'il faut faire pour remédier à la situation. Une place particulière est réservée, cette année, dans le texte du projet de résolution, à la notion et au rôle des Etats dotés d'armes nucléaires ou militairement importants, comme ils sont appelés. Nous avons des opinions différentes à ce sujet et, en particulier, nous ne pouvons partager les demandes adressées aux Etats dotés d'armes nucléaires ou militairement importants "de prendre des mesures immédiates visant à promouvoir le système de sécurité collective envisagé dans la Charte", ou d'autres appels de ce genre. Quelles que soient les bonnes intentions qui ont pu motiver ces demandes, nous pensons qu'il faut tenir compte de toutes les conséquences fâcheuses que cela peut aussi impliquer. Ce problème, c'est-à-dire le rôle que jouent ou que peuvent jouer les Etats dotés d'armes nucléaires, est très complexe. Si l'on tient compte de la politique et des agissements agressifs des superpuissances et des puissances impérialistes, qui sont parmi les Etats dotés d'armes nucléaires et militairement importants, alors il va sans dire que de nombreuses questions se posent quant au rôle qu'elles peuvent avoir dans les efforts visant à faire fonctionner le système de sécurité collective.

12. Nous pensons, tout d'abord, que les superpuissances et les puissances impérialistes ne vont pas prendre au sérieux les demandes qui leur sont adressées, et il est encore plus certain pour nous que, si elles prêtent quelque attention à ce problème, ce sera

pour spéculer dans leur propre intérêt. Ce sont précisément ces Etats, et en particulier les deux superpuissances, les Etats-Unis d'Amérique et l'Union soviétique, qui causent tous les dangers et les menaces pour la paix et la sécurité générales dans le monde. Nous ne pouvons pas nous conformer à l'idée de demander aux grandes puissances de veiller sur les destinées de la sécurité dans le monde ou de leur confier le redressement ou la bonne marche du système de sécurité collective parce que nous sommes persuadés que les agresseurs impérialistes et sociaux-impérialistes ne peuvent changer de nature de leur propre gré, ni changer de politique et d'objectifs du seul fait qu'ils sont priés, dans une résolution de l'ONU, de prendre soin de la sécurité collective.

13. On pourrait traiter longuement d'un sujet si important et si compliqué mais, puisqu'il s'agit seulement d'une explication de vote, nous préférons nous limiter à cette brève remarque que nous venons de faire. Pour de telles raisons, notre délégation ne participera pas au vote.

14. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Première Commission au paragraphe 8 de son rapport [*ibid.*]. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Turquie, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 116 voix contre zéro, avec 19 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/118)¹.

15. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va maintenant se pencher sur le rapport de la Première Commission sur le point 137 de l'ordre du jour [A/37/744]. L'Assemblée va maintenant se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Commission au paragraphe 10 du rapport. Le projet de résolution a été adopté par la Commission sans qu'il ait été procédé à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite agir de même ?

Le projet de résolution est adopté (A/37/119).

16. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Albanie pour expliquer la position de sa délégation.

17. M. BALETA (Albanie) : La délégation albanaise ne s'est pas opposée à l'adoption sans vote de la résolution recommandée par la Commission dans son rapport, mais notre délégation tient quand même à faire savoir qu'elle maintient des réserves vis-à-vis de cette résolution. Il n'est pas dans notre intention de procéder maintenant à une analyse des mérites que nous reconnaissons à cette résolution ni des lacunes dont elle souffre, selon nous. Nous tenons seulement à dire que, compte tenu des événements graves qui ont lieu chaque jour à travers le monde et de l'impuissance de l'Organisation des Nations Unies qui se manifeste si souvent, nous ne pouvons partager certaines des idées contenues dans la résolution, lesquelles, bien qu'animées peut-être d'intentions louables, risquent toutefois de créer des illusions.

18. Comme notre délégation a eu l'occasion de le souligner dans le passé, elle continue de penser que toute résolution sur la sécurité internationale devrait, en premier lieu, mettre en évidence les causes de l'insécurité qui persiste partout. Toute résolution qui s'assigne comme tâche le renforcement du rôle et de l'efficacité de l'ONU dans la promotion de la sécurité internationale, devrait, d'abord indiquer les forces et identifier les facteurs qui empêchent notre organisation de s'acquitter de ses obligations en vertu de la Charte. C'est pour cela que nous pensons qu'il faut souligner et préciser que ce sont les superpuissances, les puissances impérialistes et certaines autres forces réactionnaires qui sapent la sécurité internationale. Ce sont ces forces réactionnaires — et surtout les deux superpuissances impérialistes — qui empêchent l'ONU de s'acquitter du devoir qui lui incombe. Or nous ne pouvons espérer que, dans les conditions actuelles, le Conseil de sécurité fasse mieux qu'il n'a fait jusqu'à présent et que le système de sécurité collective va fonctionner et servir la cause des peuples et de la paix dans le monde. Il y a de nombreux peuples qui montrent comment cet organe et ce système ont échoué, précisément à cause des activités agressives et des intrigues des superpuissances et des puissances impérialistes.

POINT 65 DE L'ORDRE DU JOUR

Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient :

- a) Rapport du Commissaire général;
- b) Rapport du Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux

des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient;

- c) Rapport de la Commission de conciliation des Nations Unies pour la Palestine;
- d) Rapports du Secrétaire général

POINT 66 DE L'ORDRE DU JOUR

Coopération internationale en vue d'éviter de nouveaux courants de réfugiés : rapport du Secrétaire général

POINT 68 DE L'ORDRE DU JOUR

Décision d'Israël de construire un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte : rapport du Secrétaire général

19. M. LOĞOĞLU (Turquie) [Rapporteur de la Commission politique spéciale] (*interprétation de l'anglais*) : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale pour examen cet après-midi les trois rapports de la Commission politique spéciale.

20. Le premier rapport [A/37/723] a trait au point 65 de l'ordre du jour. La Commission politique spéciale a examiné ce point au cours de 11 séances et a entendu quelque 40 déclarations dans le cadre du débat général. Onze projets de résolution, qui figurent au paragraphe 41 du rapport, sont recommandés à l'Assemblée générale pour adoption.

21. Deux des projets de résolution, intitulés "Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient" et "Assistance aux personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités subséquentes" ont été adoptés sans vote. Les neuf autres projets de résolution ont été adoptés par votes enregistrés.

22. Le deuxième rapport [A/37/712] a trait au point 66 de l'ordre du jour. Cinq séances de la Commission politique spéciale ont été consacrées à ce point et quelque 25 délégations ont participé à la discussion. Le projet de résolution, qui a été adopté sans vote, figure au paragraphe 12 du rapport et est recommandé à l'Assemblée générale pour adoption.

23. Je présente enfin le rapport de la Commission politique spéciale sur le point 68 de l'ordre du jour [A/37/724]. La Commission a examiné ce point au cours de quatre séances et a entendu quelque 20 déclarations dans le cadre du débat général. Le projet de résolution, qui a été adopté par un vote enregistré, figure au paragraphe 10 du rapport et est recommandé à l'Assemblée générale pour adoption.

Conformément à l'article 66 du règlement intérieur, il est décidé de ne pas discuter les rapports de la Commission politique spéciale.

24. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Les déclarations seront donc limitées aux explications de vote. La position des délégations sur les différentes recommandations de la Commission politique spéciale a été explicitée en Commission et est reflétée dans les comptes rendus officiels pertinents.

25. Je rappelle aux membres qu'au paragraphe 7 de sa décision 34/401 l'Assemblée générale a décidé que, lorsqu'un même projet de résolution est examiné dans une grande commission et en séance plénière,

les délégations, dans toute la mesure possible, doivent n'expliquer leur vote qu'une seule fois, soit en commission, soit en séance plénière, à moins que leur vote en séance plénière ne diffère de leur vote en commission.

26. Je rappelle aussi que, conformément à la décision 34/401, les explications de vote doivent être limitées à 10 minutes et doivent être faites par les délégations de leur place.

27. L'Assemblée va examiner maintenant le rapport de la Commission politique spéciale sur le point 65 de l'ordre du jour [A/37/723]. L'Assemblée doit se prononcer sur les projets de résolutions A à K recommandés par la Commission au paragraphe 41 de son rapport, après quoi les représentants auront l'occasion d'expliquer leur vote.

28. Je sou mets maintenant à l'Assemblée le projet de résolution A, intitulé "Groupe de travail chargé d'étudier le financement de l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient". La Commission politique spéciale a adopté ce projet de résolution sans vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution A est adopté (résolution 37/120 A).

29. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution B, intitulé "Assistance aux personnes déplacées du fait des hostilités de juin 1967 et des hostilités subséquentes", a également été adopté sans vote par la Commission. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution B est adopté (résolution 37/120 B).

30. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution C est intitulé "Université de Jérusalem pour les réfugiés de Palestine". Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution figure dans le document A/37/747. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande,

Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : néant.

Par 141 voix contre 2, le projet de résolution C est adopté (résolution 37/120 C).

31. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Le projet de résolution D est intitulé "Offres par les Etats Membres de subventions et de bourses d'études pour l'enseignement supérieur, y compris la formation professionnelle, destinées aux réfugiés de Palestine". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Israël.

Par 143 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution D est adopté (résolution 37/120 D).

32. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au projet de résolution E, intitulé "Réfugiés de Palestine dans la bande de Gaza". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : néant.

Par 143 voix contre 2, le projet de résolution E est adopté (résolution 37/120 E).

33. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution F, intitulé "Reprise de la distribution de rations aux réfugiés de Palestine". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade,

Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran, (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Belgique, Danemark, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Canada, Finlande, Guatemala, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Espagne, Suède.

Par 121 voix contre 13, avec 10 abstentions, le projet de résolution F est adopté (résolution 37/120 F).

34. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution G, intitulé "Population et réfugiés déplacés depuis 1967". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-

Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Guatemala, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Malawi, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 126 voix contre 2, avec 19 abstentions, le projet de résolution G est adopté (résolution 37/120 G).

35. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution H, intitulé "Recettes provenant de biens appartenant à des réfugiés de Palestine". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie, Zimbabwe.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Autriche, Bahamas, Belgique, Canada, Danemark, Fidji, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Guatemala, Islande, Irlande, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Samoa², Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Zaïre.

Par 121 voix contre 2, avec 24 abstentions, le projet de résolution H est adopté (résolution 37/120 H).

36. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution I, intitulé "Cartes d'identité spéciale pour tous les réfugiés de Palestine". Les incidences administratives et financières de ce projet de résolution font l'objet du rapport de la

Cinquième Commission contenu dans le document A/37/747. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Pérou, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Australie, Belgique, Canada, Danemark, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Israël, Italie, Japon, Liban, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Bahamas, Barbade, Chili, Costa Rica, Fidji, Finlande, Guatemala, Irlande, Jamaïque, Malawi, Nouvelle-Zélande, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Philippines, Portugal, Espagne, Suède, Uruguay, Zaïre.

Par 106 voix contre 16, avec 20 abstentions, le projet de résolution I est adopté (résolution 37/120 I).

37. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au projet de résolution J, intitulé "Protection des réfugiés de Palestine". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho,

Liberia, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Australie, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, Allemagne, République fédérale d', Guatemala, Islande, Irlande, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège, Paraguay, Portugal, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord.

Par 127 voix contre 2, avec 16 abstentions, le projet de résolution J est adopté (résolution 37/120 J).

38. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons maintenant au projet de résolution K, intitulé "Aide aux réfugiés de Palestine". Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amé-

rique, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Israël.

Par 144 voix contre zéro, avec une abstention, le projet de résolution est adopté (résolution 37/120 K).

39. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote.

40. Mlle STREDEL (Venezuela) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation vénézuélienne a voté pour les projets de résolution I et J, parce que nous estimons qu'ils contiennent des objectifs humanitaires au profit du peuple palestinien. La délégation vénézuélienne, en ce qui concerne le paragraphe 2 du projet de résolution I et le paragraphe 1 du projet de résolution J, a compris que leur application se fera avec le consentement total des autorités du pays intéressé sans porter atteinte à ses droits souverains.

41. M. SMITH (Jamaïque) [*interprétation de l'anglais*] : La Jamaïque a voté pour le projet de résolution J qui vient d'être adopté par l'Assemblée générale, car il contient des éléments que nous jugeons importants et parce qu'il reflète en particulier la profonde préoccupation de mon gouvernement devant les récents événements du Liban. Nous tenons à dire, cependant, aux fins du compte rendu que nous avons appuyé la résolution sous réserve des vues et de l'interprétation qu'a exprimées le Conseil juridique des Nations Unies à l'égard du paragraphe 1 du dispositif lors de l'examen du projet de résolution à la Commission politique spéciale.

42. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : J'invite les membres de l'Assemblée à porter leur attention sur le rapport de la Commission spéciale sur le point 66 de l'ordre du jour [A/37/712].

43. L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution recommandé par la Commission politique spéciale au paragraphe 12 de son rapport. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières de ce projet de résolution figure au document A/37/748. La Commission a adopté ce projet de résolution sans procéder à un vote. Puis-je considérer que l'Assemblée souhaite faire de même ?

Le projet de résolution est adopté (résolution 37/121).

44. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons passer au rapport de la Commission politique spéciale sur le point 68 de l'ordre du jour [A/37/724]. Au paragraphe 10 de son rapport, la Commission a recommandé l'adoption d'un projet de résolution.

45. Je donne la parole au représentant de la Jordanie pour une explication de vote avant le vote.

46. M. BATAINAH (Jordanie) [*interprétation de l'anglais*] : L'Assemblée est sur le point de prendre une décision au sujet d'une question qui intéresse au plus haut point la Jordanie ainsi que d'autres Etats. Malgré les belles phrases et la forte propagande qu'utilise Israël pour dire le contraire, la construction d'un canal reliant la mer Méditerranée à la mer Morte aurait des conséquences très graves pour la

Jordanie et pour le peuple palestinien. A diverses étapes du débat, que l'Assemblée générale a consacré à cette question, la délégation israélienne n'a épargné aucun effort pour tromper l'opinion publique et pour brouiller les cartes en ce qui concerne la question dont nous sommes saisis. Les représentants d'Israël ont essayé en vain de décrire en termes fleuris cette entreprise qu'ils ont qualifiée de projet de développement pacifique devant profiter à la Jordanie comme à toute la région.

47. Aucune ruse, ni aucun acte d'éloquence ne sauraient dissimuler deux éléments fondamentaux de l'objectif stratégique israélien. D'abord, ce projet est très dangereux; ensuite, il n'a aucune légitimité. Les dangers que représente cette nouvelle campagne israélienne apparaissent à l'évidence si nous considérons que ce projet fait partie d'un vaste plan ourdi par les stratégestes sionistes au début du XIX^e siècle et révisé pendant les années 30 de notre siècle. Il s'agissait de permettre à Israël d'acquérir le contrôle de toutes les voies d'eau et de toutes les ressources en eau de la région. L'assèchement du lac Hula, le détournement du Jourdain, l'appropriation du Litani et, récemment, ce projet de canal, sont autant d'éléments de cette entreprise israélienne.

48. L'autre partie réside dans la suprématie d'Israël sur les golfes, les rivières et les détroits de la région et dans leur contrôle. Cette entreprise a une place de choix dans le programme sioniste visant à coloniser les territoires arabes occupés et à appuyer la politique hégémoniste d'Israël dans la région. Elle a pour but d'assurer des bases économiques industrielles et agricole solides pour les milliers d'émigrants juifs qui vont coloniser les villes nouvelles qui seront construites le long du canal. Cela conduira également à inonder les villages arabes voisins que la population sera bien entendu obligée de quitter pour s'ajouter au nombre déjà impressionnant de réfugiés. En outre, de nouvelles terres arabes devront être expropriées, ce qui augmentera le déplacement de la population arabe.

49. Le lien direct qui existe entre la création du canal envisagé et la politique de colonisation d'Israël dans les territoires arabes occupés apparaît ainsi très clairement. Il l'est encore plus si l'on considère que la percée de ce canal est liée à la construction d'un barrage au nord du lac de Tibériade. Après la construction de ce barrage, les eaux du Jourdain, qui s'écoulent normalement dans la mer Morte, seront détournées vers la côte palestinienne en passant par la Galilée, fournissant ainsi aux colonies de peuplement israéliennes des ressources en eau supplémentaires et contraignant les agriculteurs jordaniens et palestiniens de la région à abandonner leurs terres. Le canal dont la construction est proposée permettrait de compenser ce détournement en amenant de l'eau de la mer Méditerranée dans la mer Morte.

50. Les dommages que ce canal infligera à la Jordanie sont incalculables. Cela peut ne pas ressortir du rapport du Secrétaire général [A/37/328 et Corr.1] si on le prend comme seule source d'information, mais nous savons que ce rapport n'est pas concluant et doit être élaboré plus avant. Nous apprécions les efforts de la Commission qui s'est rendue dans la région et nous reconnaissons les limites et les contraintes dans lesquelles elle devait travailler. Nous pouvons nous

rendre compte des éléments qui ont affecté la préparation des recommandations soumises par le Secrétaire général et sur la base desquelles, en partie, il a présenté son rapport à l'Assemblée.

51. En dépit de ces lacunes qui, nous en sommes sincèrement convaincus, sont le résultat d'informations erronées délibérément fournies par Israël, le rapport du Secrétaire général indique, c'est un fait, que des dommages graves, directs et irréparables seront causés à la Jordanie par le creusement de ce canal. La production jordanienne de potasse, pour ne parler que d'elle, qui représente 15 p. 100 du produit national brut annuel de mon pays, sera sérieusement affectée par le canal israélien, sans même évoquer les autres difficultés économiques, écologiques et démographiques que ce projet causera à la Jordanie, difficultés sur lesquelles ma délégation s'est étendue plus en détail à la Commission politique spéciale quand elle a étudié cette question.

52. Quatre usines nucléaires importantes seront construites sur le canal. Ces usines seront un nouvel apport à l'industrie militaire nucléaire d'Israël. De plus, d'autres dégâts seront causés par le déversement des déchets nucléaires de l'usine nucléaire israélienne de Dimona dans le canal et, par conséquent, dans la mer Morte, ce qui risque d'entraîner des dangers pour l'environnement et sa dégradation.

53. Il apparaît maintenant à l'évidence que ce canal israélien, par l'un de ses aspects, est un attribut essentiel de la politique de colonisation d'Israël. C'est aussi une base d'appui de l'industrie militaire nucléaire de Tel-Aviv qui, combinée avec la puissance militaire classique prépondérante d'Israël, projette et sanctionne les croisades politiques d'Israël dans la région, ce qui aggrave encore les effets de ce canal, compte tenu surtout de son rapport direct avec la politique colonialiste et hégémoniste de Tel-Aviv.

54. Les incidences politiques et juridiques du canal sont aussi néfastes que ses effets économiques, écologiques et démographiques. Il sera utilisé pour renforcer la politique d'agrandissement d'Israël, faite d'intransigeance, de puissance, de conquête et de faits accomplis. Par conséquent, c'est dans le contexte du jeu politique et militaire d'Israël contre la Jordanie, les Palestiniens et les Arabes qu'il faut placer ce projet purement "pacifique", uniquement consacré au "développement".

55. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution recommandé au paragraphe 10 du rapport de la Commission, dans le document A/37/724. Le rapport de la Cinquième Commission sur les incidences administratives et financières du projet de résolution est contenu dans le document A/37/763. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie,

Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Malawi.

Par 139 voix contre 2, avec une abstention, le projet de résolution est adopté (résolution 37/122).

POINT 34 DE L'ORDRE DU JOUR

La situation au Moyen-Orient : rapports du Secrétaire général (*suite**)

56. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée générale va reprendre l'examen du point 34 de l'ordre du jour afin de procéder au vote sur les projets de résolution relatifs à ce point. Les représentants se rappelleront que le 8 décembre, à sa 96^e séance, l'Assemblée a achevé sa discussion sur ce point.

57. Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent présenter les projets de résolution.

58. M. ROA KOURÍ (Cuba) [*interprétation de l'espagnol*] : Au nom des auteurs des divers projets de résolution relatifs à la situation au Moyen-Orient, j'ai l'honneur de présenter à l'examen de l'Assemblée générale les projets de résolution A/37/L.48 à L.52 qui, comme auparavant, contiennent les principes fondamentaux d'une solution globale, juste et durable du conflit du Moyen-Orient, tels qu'ils ont été établis antérieurement par l'Assemblée générale, le Conseil de sécurité et le mouvement des pays non alignés.

59. Dans ces textes, on condamne l'agression israélienne contre la nation arabe, compte tenu de la résolution 3314 (XXIX) de l'Assemblée générale, et l'occupation du territoire syrien des hauteurs du Golan, ainsi que la décision du Gouvernement israélien d'imposer ses lois, sa juridiction et son administra-

tion sur ce territoire. On y réaffirme la nécessité d'un retrait complet et inconditionnel des territoires arabes et palestiniens occupés comme la condition *sine qua non* d'un vrai retour de la paix dans cette région de tension. D'autre part, on y condamne en termes très vigoureux les massacres des civils palestiniens dans les camps de Sabra et Chatila qui, à très juste titre, sont qualifiés de génocide. Je crois qu'il est inutile de m'étendre sur des considérations particulières relatives à chacun des projets de résolution qui, en vérité, se passent d'explications.

60. Par contre, j'aimerais signaler, au nom des auteurs, que nous souhaitons qu'on remette à plus tard le vote sur le projet de résolution A/37/L.48, car des consultations sont en cours sur certains de ses paragraphes.

61. De même, au nom des auteurs, je voudrais présenter quelques légers amendements au texte du projet de résolution A/37/L.51, dont je vais parler en premier. Au paragraphe 2, il faut supprimer les mots "l'Article 25 de" et écrire à la place "conformément à la Charte des Nations Unies", c'est-à-dire, qu'on supprime la mention de l'Article 25 de la Charte.

62. Quant au projet de résolution A/37/L.50, j'aimerais proposer deux petits amendements. Le premier porte sur le troisième et dernier alinéa du préambule, qui commence par les mots "Ayant appris". Il convient de remplacer le mot "pillé" par le mot "emporté", de sorte que le texte se lirait : "saisi et emporté les archives et documents...". L'autre amendement concerne le paragraphe 2 du dispositif dont la nouvelle rédaction se lirait comme suit :

"Demande au Gouvernement israélien de restituer intégralement, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, tous les biens culturels appartenant à des institutions palestiniennes, notamment les archives et documents enlevés du Centre palestinien de recherche et arbitrairement saisis par les forces israéliennes."

63. Mme CUERVO de JARAMILLO (Colombie) [*interprétation de l'espagnol*] : J'ai l'honneur de présenter à l'Assemblée générale le projet de résolution A/37/L.53 au nom de ses auteurs.

64. Dans ce projet de résolution, on voit reflétée la préoccupation croissante de nombreux pays à l'égard de l'avenir du Liban en tant que nation indépendante et souveraine et en tant que territoire de paix, de progrès et de développement.

65. Il y a quelques jours, la communauté internationale s'est retrouvée ici pour entendre le Président du Liban, M. Amine Gemayel [35^e séance] et, à cette occasion, nous avons entendu sa version autorisée sur les événements qui s'étaient déroulés pendant la guerre qui a conduit son pays à la ruine. Les événements dramatiques que son peuple a vécus, sa souffrance et son désespoir, nous les partageons. Sa déclaration surpasse de loin l'imagination journalistique la plus audacieuse. Le président Gemayel nous a dit la parabole d'un pays qui, à une autre époque de son histoire, servait de modèle non seulement à sa région mais au monde entier, en raison de la ténacité de sa race, de sa brillante intelligence, de la discipline de son peuple et de la liberté de ses institutions,

* Reprise des débats de la 96^e séance.

et qui, à cause de sa situation géographique et de sa tradition d'hospitalité et de démocratie, s'est vu transformé en un champ de bataille, le plus sanglant et le plus meurtrier de ces dernières années.

66. Nous avons entendu le Président du Liban lancer un appel à la solidarité internationale pour que son peuple puisse vivre en paix et commencer à reconstruire sa patrie tant sur le plan matériel que sur le plan moral. Le projet de résolution est destiné à faire une réalité de cette juste aspiration. En conséquence, il y est pris note de la demande de retrait des troupes étrangères qui se trouvent sur le territoire libanais sans l'approbation préalable de son peuple et de son gouvernement. Il y est demandé également le strict respect de l'intégrité territoriale, de la souveraineté, de l'unité et de l'indépendance politique du Liban et les efforts déployés par le Gouvernement libanais pour rétablir les frontières de son territoire y sont soutenus.

67. Il est évident que le Gouvernement libanais sera, en dernière analyse, la seule autorité légale qui puisse décider des troupes qui resteront à l'intérieur de son territoire pour être les garantes du maintien de la paix. Nous sommes fermement convaincus que la présence de troupes étrangères, contrairement à la volonté exprimée par le peuple libanais, est un élément qui perturbe gravement la stabilité de la région et, ce qui est plus grave encore, constitue un obstacle insurmontable à l'instauration d'une paix durable au Moyen-Orient.

68. Par ce projet de résolution, on cherche uniquement, grâce au retrait des troupes étrangères du territoire libanais, à ramener la paix à ce grand peuple pour qu'il retrouve la voie du progrès et, comme le disait le président Gemayel lui-même, pour qu'il puisse un jour étonner à nouveau le monde.

69. Cette juste aspiration du peuple libanais demande la solidarité complète de l'opinion internationale, et c'est pourquoi nous pensons que, logiquement le projet de résolution devrait être adopté par consensus par l'Assemblée générale.

70. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je vais maintenant donner la parole au représentant de la République arabe syrienne qui souhaite présenter un amendement [A/37/L.59] au projet de résolution A/37/L.53.

71. M. EL-FATTAL (République arabe syrienne) [*interprétation de l'arabe*] : La délégation de la République arabe syrienne, sur instruction de son gouvernement, souhaite ardemment qu'on mette un terme à l'occupation par Israël d'une grande partie du Liban, occupation qui a suivi l'agression brutale et l'invasion du Liban. Ma délégation souhaite donc présenter un amendement tendant à ajouter au préambule du projet de résolution A/37/L.53 un troisième alinéa conçu comme suit :

“Ayant présentes à l'esprit les résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité, en date respectivement des 5 et 6 juin 1982,”.

72. Les résolutions 508 (1982) et 509 (1982), il est bon de le noter, ont été adoptées à l'unanimité par le Conseil de sécurité et, cependant, l'agression et l'occupation israéliennes se sont poursuivies sans relâche, en dépit du fait que la résolution 509 (1982)

exige le retrait immédiat, et inconditionnel d'Israël de tout le territoire libanais. L'insertion de ces deux résolutions dans le contexte de la situation au Moyen-Orient à l'occasion de l'examen du projet de résolution A/37/L.53 est une invitation adressée à tous les pays de n'épargner aucun effort pour aider la République libanaise dans sa lutte pour recouvrer la liberté, la souveraineté, la sécurité et l'unité grâce au retrait immédiat et inconditionnel d'Israël, conformément à la résolution 509 (1982) du Conseil de sécurité.

73. Nous voudrions rappeler que tous les Etats Membres de l'Organisation sont tenus au respect strict de l'Article 25 de la Charte des Nations Unies. Les résolutions 508 (1982) et 509 (1982) ont été adoptées à l'unanimité et ainsi, les membres du Conseil ont réaffirmé leur engagement de respecter la Charte.

74. Nous invitons tous les Etats à voter pour cet amendement, ce qui permettrait de contribuer à donner un caractère unanime aux efforts visant à mettre un terme à l'occupation israélienne du Liban, ainsi qu'au respect de la souveraineté, de la liberté, de l'indépendance et de l'unité du peuple fraternel du Liban auquel nous adressons nos vœux les meilleurs pour leur progrès futur. Nous ne devons pas ignorer les résolutions du Conseil de sécurité à cet égard, car le Conseil est l'organe chargé de l'application des résolutions ayant un caractère obligatoire, conformément à l'Article 25 de la Charte, et l'objectif essentiel de l'amendement syrien est précisément de donner notre appui au Conseil de sécurité.

75. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je voudrais annoncer qu'à la demande des auteurs, nous différerons le vote sur le projet de résolution A/37/L.48 jusqu'à demain après-midi. Je voudrais également demander aux délégations qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote de s'abstenir de définir leur position sur ce projet de résolution particulier jusqu'à demain. Je voudrais également rappeler à l'Assemblée qu'aux termes de l'article 88 du règlement intérieur de l'Assemblée générale, le Président n'autorisera pas l'auteur d'une proposition ou d'un amendement à expliquer son vote sur sa proposition ou sur son amendement. Je rappelle également aux représentants que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et doivent être prononcées de leur place. Je donne maintenant la parole aux représentants qui souhaitent expliquer leur vote avant le vote.

76. M. ARTACHO (Espagne) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation espagnole souhaite expliquer son vote sur les projets de résolution concernant la situation au Moyen-Orient.

77. Pour répondre à votre appel, Monsieur le Président, ma délégation expliquera son vote sur le projet de résolution A/37/L.48 lorsque nous disposerons des modifications qui ont été annoncées précédemment par le représentant de Cuba.

78. Pour ce qui est du projet de résolution A/37/L.49, si ma délégation est en plein accord avec l'esprit et le sens général de son texte, nous serons cependant obligés de nous abstenir, pour les raisons que j'ai déjà expliquées le 5 février dernier, à la 12^e séance de la neuvième session extraordinaire d'urgence, lorsque l'Assemblée générale a adopté la résolution ES-9/1, qui, quant au fond, est identique à ce projet de résolution. Le projet de résolution A/37/

L.49 soulève des questions d'interprétation de la Charte des Nations Unies ou de questions qui, de l'avis de ma délégation, relèvent de la compétence du Conseil de sécurité, auquel mon pays appartient en ce moment en tant que membre non permanent. Ce sont donc là des questions que nous ne pouvons pas traiter.

79. Nous voulons cependant répéter que l'abstention de notre délégation ne doit en aucune façon être interprétée comme une déviation de la position du Gouvernement espagnol, qui continue de repousser avec la plus grande fermeté la politique expansionniste des autorités israéliennes et de la condamner, et continue de ne pas accepter la décision d'appliquer au territoire syrien occupé des hauteurs du Golan la loi, la juridiction et l'administration de l'Etat d'Israël. Au nom du Gouvernement espagnol, nous exigeons une fois de plus que la puissance occupante annule sa décision du 14 décembre 1981.

80. Enfin, la délégation espagnole votera pour les projets de résolution A/37/L.50 à L.53. En ce qui concerne le projet A/37/L.52, ma délégation, indépendamment des problèmes juridiques que pourrait nous poser la mention qui est faite des massacres perpétrés en septembre dernier dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila, tient, par son vote affirmatif, à réitérer sa consternation et sa condamnation de tels faits.

81. M. ULRICHSEN (Danemark) [*interprétation de l'anglais*] : Je prends la parole au nom des 10 Etats membres de la Communauté européenne sur les projets de résolution dont nous sommes saisis.

82. Les principes qui, de l'avis des Dix, forment la base d'un règlement global, juste et durable du différend arabo-israélien ont été énoncés dans la déclaration de Venise, en date du 13 juin 1980³, et dans des déclarations ultérieures sur cette question, et nous croyons qu'ils sont bien connus. Tout récemment, dans la déclaration qu'ils ont faite à Bruxelles le 20 septembre 1982, les Dix ont dit qu'"un tel règlement devrait reposer sur les principes de la sécurité pour tous les Etats de la région, y compris le droit d'Israël à exister, la justice pour tous les peuples, y compris le droit à l'autodétermination pour les Palestiniens, avec tout ce que cela implique et la reconnaissance mutuelle par toutes les parties en cause" [voir A/37/473, annexe].

83. Dans la déclaration commune qu'ils ont faite au cours du débat qui s'est déroulé à l'Assemblée sur cette question [95^e séance], les Dix ont rappelé que leur engagement à l'égard du droit d'Israël de vivre dans la sécurité et la paix est fondamental et inébranlable, et ils ont également souligné leur engagement à l'égard du droit du peuple palestinien à l'autodétermination, avec tout ce que cela implique. Ils ont aussi clairement indiqué leur désir de voir le peuple palestinien en mesure de faire progresser ses revendications par des moyens politiques et par des négociations. Pour que les négociations réussissent, les Dix estiment que le peuple palestinien doit pouvoir lui-même s'y engager et, partant, y être représenté. En conséquence, les Dix continuent de penser que l'Organisation de libération de la Palestine [OLP] doit être associée aux négociations.

84. Il est clair que les Dix ont des réserves importantes sur ces projets de résolution qui ont trait à des aspects importants de la question d'un règlement global du différend arabo-israélien et qui ne sont pas conformes à leur position commune concernant les principes d'un règlement de paix global. En conséquence, les Dix ont à maintes reprises souligné que ces projets de résolution devraient adopter une approche équilibrée. Les Dix ne peuvent pas non plus accepter des formules critiquant un membre permanent du Conseil de sécurité qui exerce ses droits au titre de la Charte des Nations Unies.

85. De l'avis des Dix, les possibilités de progrès vers un règlement de paix global au Moyen-Orient sont meilleures qu'elles ne l'ont été depuis longtemps, à la suite de l'initiative des Etats-Unis la plus récente, contenue dans la déclaration du président Reagan du 1^{er} septembre 1982⁴ et la déclaration faite par les chefs d'Etat et de gouvernement arabes le 9 septembre 1982, à la douzième Conférence arabe au Sommet, tenue à Fès [voir A/37/696]. Au cours de leurs contacts avec les parties au conflit et dans leurs conclusions à la dernière réunion du Conseil européen, les 3 et 4 décembre 1982, les Etats membres de la Communauté européenne ont prié instamment les parties de profiter de la situation favorable actuelle. Les Dix ont demandé à Israël de répondre de façon constructive et à l'OLP d'exprimer clairement sa volonté de reconnaître le droit d'Israël à l'existence et à la sécurité.

86. En mettant au point les principes qui, de l'avis des Dix, devraient guider la recherche d'un règlement pacifique du différend arabo-israélien, les Dix se sont toujours fondés sur les résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité. En conséquence, les Dix appuient totalement l'amendement au projet de résolution A/37/L.48, contenu dans le document A/37/L.55, présenté par l'Egypte.

87. Les Dix appuient l'orientation générale du projet de résolution A/37/L.50, sinon toutes les formules employées. Ils notent que l'UNESCO s'est beaucoup occupée de la question, que le représentant d'Israël a fait une déclaration à la Conférence générale de l'UNESCO le 30 novembre 1982⁵, et qu'une commission a été créée pour faire une enquête détaillée sur les faits. Ils demandent instamment à Israël de restituer les biens culturels et historiques en question.

88. Les Dix appuient le projet de résolution A/37/L.51. A ce propos, ils rappellent l'importance qu'ils accordent à la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité.

89. Quant au projet de résolution A/37/L.52, la réaction des Dix devant le massacre de civils palestiniens à Beyrouth a été la révolte et un choc profond, et les Dix ont condamné fermement cet acte criminel. Les Dix ont des réserves quant à la référence, dans ce projet de résolution, à la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide. Il va sans dire que, sur le plan juridique, il n'incombe pas à l'Assemblée générale de décider si un acte donné est un acte de génocide, conformément à la Convention.

90. Enfin, je note que les Dix figurent tous parmi les auteurs du projet de résolution A/37/L.53.

91. M. GHIKAS (Grèce) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation voudrait expliquer son vote sur le projet A/37/L.49. La Grèce n'a jamais manqué de condamner de façon non équivoque les actes d'Israël contre les nations arabes. Notre position à cet égard nous est dictée, outre l'amitié traditionnelle qui nous lie au monde arabe, par l'attachement inébranlable de mon pays aux principes qui figurent au paragraphe 4 de l'Article 2 de la Charte des Nations Unies et dans l'Acte final d'Helsinki⁶. C'est pour ces raisons que ma délégation votera pour ce projet de résolution.

92. Cependant, ma délégation ne peut accepter certains paragraphes de ce projet de résolution. Si l'on devait procéder à un vote par division, ma délégation s'abstiendrait sur le paragraphe 8 et les alinéas c et d du paragraphe 13 et voterait contre le paragraphe 14. Ainsi donc, ma délégation se dissocie de ces paragraphes, tout en votant pour le projet de résolution.

93. M. BHATT (Népal) [*interprétation de l'anglais*] : La position du Népal à l'égard de la situation au Moyen-Orient a déjà été exposée clairement dans différentes instances. Le Népal est fermement attaché au principe de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force. Les actions d'Israël dans le territoire syrien des hauteurs du Golan et les autres territoires occupés depuis 1967 sont totalement contraires aux principes contenus dans la résolution 242 (1967) du Conseil de sécurité, dans la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre, du 12 août 1949⁷, et dans d'autres résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies. Par conséquent, nous voterons pour le projet de résolution A/37/L.49.

94. Cependant, nous ne sommes pas en mesure d'appuyer toutes les dispositions qui figurent dans le projet de résolution, ni même l'ensemble du libellé de celui-ci. La délégation népalaise réserve sa position à l'égard du huitième alinéa du préambule et des paragraphes 8, 9, 12, 13 et 14 du dispositif du projet de résolution. Les dispositions de ces alinéas et paragraphes vont à l'encontre de la politique déclarée et des points de vue de mon gouvernement à l'égard de la situation au Moyen-Orient. En outre, l'adoption des mesures prévues dans les paragraphes du dispositif est une prérogative du Conseil de sécurité qui seul a le pouvoir de décider des mesures qu'il juge opportunes aux termes des dispositions de la Charte des Nations Unies.

95. Ma délégation aurait aimé qu'il fût fait référence aux résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité qui, à notre avis, constituent la seule base réaliste d'un règlement pacifique au problème du Moyen-Orient.

96. Mlle STREDEL (Venezuela) [*interprétation de l'espagnol*] : En ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.49, la délégation vénézuélienne est convaincue que l'un des alliés les plus sûrs que la juste cause palestinienne ait trouvés, c'est la modération. Ma délégation estime que tout nouveau texte que l'Assemblée pourrait adopter et qui exclurait cette modération ne contribuerait pas véritablement à promouvoir la réalisation des droits légitimes du peuple palestinien, y compris son droit à la création

d'un Etat palestinien souverain et indépendant. Voilà pourquoi ma délégation s'abstiendra lors du vote sur ce projet de résolution.

97. Pour ce qui est du projet de résolution A/37/L.51, je tiens à signaler que le Venezuela a été le premier pays à retirer son ambassade de la Ville sainte de Jérusalem. Cette décision a été prise un mois avant l'adoption de la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité.

98. Le 28 juillet 1980, la délégation vénézuélienne avait, à la 10^e séance de la septième session extraordinaire d'urgence, donné les raisons qui avaient conduit le Gouvernement vénézuélien à agir de la sorte. C'est pour toutes ces raisons que ma délégation votera pour le projet de résolution A/37/L.51. De même, ma délégation votera pour les projets de résolution A/37/L.50, L.52 et L.53.

99. M. ALBORNOZ (Equateur) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation équatorienne tient, en ce qui concerne la situation au Moyen-Orient, à dire à nouveau qu'elle rejette catégoriquement le recours à la force dans les relations entre les pays et qu'elle adhère pleinement aux principes de la non-intervention, de l'autodétermination des peuples et du règlement pacifique des différends. L'Equateur condamne toute violation du droit, où que ce soit dans le monde, de même que le recours à la force pour acquérir des territoires. Il estime aussi que ce qui est imposé par la force des armes ne confère pas de droits.

100. C'est en se fondant sur ces principes que, dans toutes les instances des Nations Unies, l'Equateur a rejeté l'occupation militaire par Israël de territoires au Moyen-Orient et qu'il a insisté sur la nécessité de restituer ces territoires. Dans le cas d'accords librement contractés et qui ont eu pour résultat la restitution de territoires, l'Equateur ne saurait s'opposer à de telles manifestations de la volonté souveraine des pays concernés. Au contraire, la communauté internationale devrait s'en inspirer car elle a le devoir de régler pacifiquement les différends.

101. C'est pourquoi ma délégation s'abstiendra si le paragraphe 5 du projet de résolution A/37/L.48 est maintenu dans son libellé actuel. De même, nous nous abstiendrons sur le paragraphe 9 de ce projet de résolution qui, à notre avis, contient des éléments d'une légalité contestable.

102. Pour ce qui est du projet de résolution A/37/L.49, nous tenons à souligner que l'Equateur appuie le principe fondamental selon lequel l'acquisition de territoire par la force est inadmissible. L'Equateur appuie également ce qui est dit aux paragraphes 1 et 2 et considère inacceptable l'occupation territoriale à laquelle, comme dans le cas du territoire syrien des hauteurs du Golan, on veut donner une apparence de légalité par des déclarations unilatérales contraires à la Charte des Nations Unies et par un mépris affiché pour les résolutions de l'Assemblée générale et du Conseil de sécurité. Cela ne contribue ni à la détente ni à la paix dans une région où tout le monde souhaiterait pourtant les voir instaurées.

103. Par ailleurs, le projet de résolution A/37/L.49 contient des éléments que ma délégation ne peut pas accepter. Il faut préserver le principe de l'universalité de l'Organisation des Nations Unies dans

chacune de ses instances, dans sa composition et dans son rôle même qui est de promouvoir la décolonisation menant à l'universalité et que les pays d'Amérique latine appuient résolument, l'Equateur en particulier, qui a contribué à la rédaction de la Charte et l'a signée. C'est pourquoi toute action ou toute déclaration, pour préliminaire qu'elle puisse paraître, qui tendrait à l'expulsion ou à la suspension d'un Etat Membre serait inacceptable pour ma délégation, sans compter que toute mesure de ce type, dans le cas qui nous occupe, contribuerait à rendre plus difficile encore le processus de négociation et de règlement pacifique de la situation au Moyen-Orient et de la question de Palestine. En ce qui concerne les mesures envisagées au paragraphe 13 du projet de résolution A/37/L.49, ma délégation estime que la décision d'établir ou de ne pas établir de relations diplomatiques, commerciales et culturelles appartient à chaque Etat, car elle relève de sa souveraineté. Cette décision ne saurait en aucun cas être dictée par des tiers. Voilà pourquoi nous nous verrons dans l'obligation de nous abstenir lors du vote sur ce projet de résolution.

104. Quant aux autres projets de résolution — A/37/L.50 à L.53 — nous émettrons un vote positif lorsqu'ils seront mis aux voix, en raison des principes que, dans le domaine international, notre pays soutient et de son respect bien connu pour les droits de l'homme. Je tiens à signaler que l'Equateur figure, avec les autres pays andins, parmi les auteurs du projet de résolution A/37/L.53, qui appuient la demande du Liban pour que toutes les troupes et forces non libanaises déployées dans le pays sans l'autorisation de son gouvernement soient retirées. Nous espérons que la mise en œuvre de ce projet de résolution permettra de mettre fin au martyr du peuple libanais et de contribuer à rétablir la paix dans cette région du Moyen-Orient.

105. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je rappelle aux délégations que, à la demande des auteurs, nous avons accepté de reporter la décision sur le projet de résolution A/37/L.48 ainsi que les explications de vote sur ce texte.

106. M. CHEN CHARPENTER (Mexique) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation mexicaine votera pour le projet de résolution A/37/L.49, en dépit des sérieuses réserves qu'elle a concernant les paragraphes 12, 13 et 14 qui, en substance, relèvent de la compétence d'un autre organe de l'Organisation des Nations Unies. Si l'on devait voter séparément sur chacun des paragraphes susmentionnés, la délégation mexicaine s'abstiendrait.

107. M. BARBOSA de MEDINA (Portugal) : Au cours des travaux de la présente session, ma délégation a eu l'occasion de se prononcer sur quelques questions spécifiques concernant le Moyen-Orient. Elle a notamment condamné toute décision unilatérale susceptible de modifier le statut juridique d'un territoire soumis à l'occupation militaire, en violation des règles applicables du droit international. Elle a aussi dénoncé les événements tragiques survenus en septembre dernier à Beyrouth, dans les camps de réfugiés palestiniens. Elle n'a pas manqué d'exprimer la conviction de son gouvernement que ce serait manquer de réalisme que d'admettre la possibilité d'arriver à la solution des problèmes du Moyen-

Orient sans qu'une solution négociée, globale et pacifique ne soit trouvée à la question de Palestine.

108. Lors de la 95^e séance de la trente-sixième session, j'ai eu l'occasion de souligner le fait qu'une telle solution, en tant que solution négociée, découle d'une concertation; en tant que solution globale, est censée engager toutes les parties intéressées sans aucune exception; en tant que solution pacifique, implique l'exclusion de tout acte unilatéral, susceptible de rendre plus difficiles les négociations. Donc, tant que subsistera l'espoir fondé de voir aboutir des efforts visant cette solution négociée, globale et pacifique, mon gouvernement est censé les appuyer, non seulement en raison des dispositions pertinentes de la Charte des Nations Unies, mais aussi conformément aux principes fondamentaux de sa constitution politique.

109. D'autre part, une telle prise de position implique le devoir de se dissocier de tout acte ou appel susceptible de porter atteinte à une éventuelle solution, et en particulier le devoir de se dissocier des résolutions qui, en raison de leur libellé, de certaines mesures qui y sont préconisées, des références discriminatoires qu'elles contiennent ou de leurs implications juridiques, rendraient plus difficile le dialogue sur lequel la solution pacifique du problème du Moyen-Orient doit se baser.

110. Ma délégation se doit donc de voter contre le projet de résolution A/37/L.49 en raison, entre autres, des paragraphes 8, 12 et 13, ainsi que de s'abstenir lors du vote sur le projet de résolution A/37/L.52, malgré la condamnation indignée des massacres perpétrés. Mais elle votera pour les projets de résolution A/37/L.50, L.51 et L.53, soulignant l'appui qu'elle donne à ce dernier projet de résolution qui concerne la situation au Liban et dont le Portugal s'est porté coauteur.

111. M. CARR (Jamaïque) [*interprétation de l'anglais*] : Le problème du Moyen-Orient, qui est probablement l'un des plus complexes auxquels a été confrontée l'Organisation des Nations Unies menace autant à l'heure actuelle la paix et la sécurité internationales de cette importante région et du monde qu'il y a 30 ans.

112. Le Gouvernement jamaïcain a toujours appuyé toutes les initiatives dont le but était de parvenir à un règlement juste, durable et global de toutes les questions non résolues liées à ce problème, conformément aux résolutions pertinentes de l'Organisation, et nous continuerons d'adopter cette attitude.

113. En ce qui concerne les projets de résolution qui vont être mis aux voix aujourd'hui, ma délégation éprouve certaines difficultés à l'égard du projet de résolution A/37/L.49, notamment du huitième alinéa du préambule, des paragraphes 8 et 12 et de certaines parties du paragraphe 13, ce qui la contraindra à s'abstenir lors du vote sur ce projet de résolution.

114. Ma délégation, dans l'espoir de faire progresser la recherche de la paix, appuiera tous les autres projets de résolution, bien que nous ayons quelques doutes quant au bien-fondé de certains termes employés au paragraphe 2 du projet de résolution A/37/L.52.

115. M. GUERREIRO (Brésil) : La délégation brésilienne votera en faveur de quatre des cinq projets de résolution qui seront mis aux voix, cet après-midi, concernant la question du Moyen-Orient. Cependant, elle s'abstiendra lors du vote sur le projet de résolution A/37/L.49, car il est pratiquement le même que celui qui a été adopté au cours de la neuvième session extraordinaire d'urgence de l'Assemblée générale en tant que résolution ES-9/1, sur laquelle nous nous sommes abstenus. Les raisons pour lesquelles nous l'avons fait à ce moment-là sont les mêmes que dans le cas présent.

116. M. DESKER (Singapour) [*interprétation de l'anglais*] : La très nombreuse participation des Etats Membres au débat sur ce point de l'ordre du jour traduit la préoccupation plus vive qu'éprouve la communauté internationale devant la situation fort grave qui découle du conflit non résolu du Moyen-Orient et, en particulier, de l'invasion israélienne du Liban, le 4 juin 1982.

117. Dans les déclarations publiées les 11 [A/37/283, annexe] et 16 juin [A/37/324, annexe] et le 7 août 1982 [A/37/387, annexe], les ministres des affaires étrangères des Etats membres de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est [ANASE] ont condamné énergiquement l'invasion par Israël du Liban, qui a violé l'intégrité territoriale et la souveraineté de ce pays et causé des pertes considérables tant humaines que matérielles. Par ces actes, Israël a bafoué les principes énoncés dans la Charte et dédaigné les décisions du Conseil de sécurité. Les ministres des affaires étrangères de l'ANASE ont demandé la mise en œuvre immédiate des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité et de l'Assemblée générale.

118. Le Gouvernement singapourien estime qu'un règlement juste, pacifique et global de la situation au Moyen-Orient ne pourra être réalisé sans la participation, sur un pied d'égalité, de toutes les parties au conflit, y compris l'OLP. Nous appuyons la création d'un foyer palestinien sur la Rive occidentale et la bande de Gaza, occupées par Israël, et refusons d'accepter l'annexion par Israël de territoires occupés par la force. Dans ce contexte, ma délégation réitère sa conviction qu'il est absolument indispensable qu'Israël se retire totalement et inconditionnellement de tous les territoires palestiniens et autres territoires arabes occupés depuis 1967.

119. Le Gouvernement singapourien appuie pleinement les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité, en particulier les résolutions 242 (1967) et 338 (1973), qui ont jeté la base fondamentale d'une paix durable, stable et définitive au Moyen-Orient. Un élément de la recherche d'une paix durable doit être la reconnaissance du droit de tous les Etats dans cette région, y compris Israël, de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues à l'abri de menaces ou de l'emploi de la force.

120. Compte tenu de ces considérations, ma délégation votera pour les projets de résolution A/37/L.50 à L.53. Elle s'abstiendra sur le projet de résolution A/37/L.49 et examinera le projet de résolution A/37/L.48 lorsqu'il sera présenté, sous une forme révisée, à l'Assemblée.

121. En ce qui concerne le paragraphe 2 du projet de résolution A/37/L.52, ma délégation regrette

l'usage qui est fait du terme "un acte de génocide", car nous estimons que ce devrait être les instances juridiques appropriées qui déterminent s'il y a acte de génocide, conformément à l'article VIII de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁸. Dans cette convention, le terme "génocide" était employé dans le cas d'actes commis avec l'intention de détruire totalement ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux. Ma délégation regrette la tendance qui se manifeste dans cette assemblée à utiliser à la légère des termes très imprécis, lorsqu'il s'agit de questions ayant une définition juridique précise.

122. M. PORTUGAL RODRÍGUEZ (Pérou) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation péruvienne voudrait expliquer son vote sur le projet de résolution A/37/L.49. Nous nous abstiendrons lors du vote sur ce texte, parce que nous estimons qu'il contient des considérations et des recommandations qui, loin de contribuer à une solution d'ensemble, juste et durable du problème du Moyen-Orient, porteraient préjudice aux efforts destinés à traiter de cette situation au sein des Nations Unies, conformément aux dispositions pertinentes que le Conseil de sécurité et l'Assemblée générale ont déjà prises.

123. Nous ne pensons pas qu'en adoptant les mesures proposées dans le projet de résolution A/37/L.49 on s'engage dans la voie la meilleure pour aboutir à un processus de paix dans la région. Au contraire, il contient implicitement le danger de conduire à un mépris encore plus grand des principes et des normes du droit international et à une érosion plus accentuée de l'efficacité de l'Organisation.

124. En ce qui concerne les projets de résolution A/37/L.50 à L.53 — nous sommes coauteurs de ce dernier — ma délégation votera en leur faveur.

125. Enfin, la délégation péruvienne se réserve le droit d'expliquer sa position sur le projet de résolution A/37/L.48 lorsque nous connaîtrons sa nouvelle teneur.

126. M. ABDULAH (Trinité-et-Tobago) [*interprétation de l'anglais*] : Nous nous abstiendrons lors du vote sur le projet de résolution A/37/L.49 parce que, à nos yeux, il soulève des questions fondamentales d'interprétation qui n'ont pas encore fait l'objet d'une définition à l'Organisation. Cependant, tout en s'abstenant lors du vote sur ce projet de résolution, ma délégation tient à bien préciser qu'elle approuve l'objet général du projet de résolution surtout lorsqu'il s'agit de la nécessité du retrait par Israël des territoires arabes occupés et de l'affirmation que la Convention de Genève⁷ et la Convention de la Haye⁹ sur la protection des personnes civiles en temps de guerre s'appliquent aux territoires occupés par Israël depuis 1967. Nous voterons pour les autres projets de résolution dont nous sommes saisis aujourd'hui.

127. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Les projets de résolution dont nous sommes saisis, de toute évidence, n'ont pas grand chose à dire au sujet du Moyen-Orient en tant que tel. En traitant du conflit dans un petit coin de la région, ils sont hélas très mal conçus et n'apportent qu'une contribution négative à tout processus de conciliation ou de recherche de la paix.

128. Comme je l'ai dit dans ma déclaration faite à la 95^e séance, le 8 décembre, le Moyen-Orient est une vaste région qui doit être considérée comme un tout. Puisque le titre du point en discussion est "La situation au Moyen-Orient", je suggérerais que les représentants examinent un échantillon représentatif des foyers de crises qui agitent cette région — dont l'instabilité est chronique — et qui sont certainement dignes d'une discussion dans cette assemblée dans le cadre du point qui nous occupe.

129. Je citais, à titre d'exemple, la répression brutale du régime de l'Iraq, et je me demandais si le moment n'était pas venu d'envisager de créer une agence spéciale semblable à l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient pour se pencher sur le problème aigu des réfugiés découlant des hostilités entre l'Iran et l'Iraq, qui se poursuivent sans relâche depuis 27 mois. L'expérience amère d'Ad Dujayl, ville complètement rasée de la planète en juillet dernier, ses anciens habitants ayant été soit massacrés, soit déportés vers des destinations inconnues par le régime terroriste de Saddam Hussein al Takriti, indique certainement que le problème est vaste et profond en Iraq et que la nécessité d'une prise de conscience internationale et d'un effort de secours possible ne peut plus être méconnue.

130. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Iraq pour une motion d'ordre.

131. M. AL-ZAHAWI (Iraq) [*interprétation de l'anglais*] : Je vous serais reconnaissant, Monsieur le Président, d'attirer l'attention du représentant d'Israël sur le fait qu'il n'explique pas son vote mais qu'il ouvre un débat sur la question de la guerre entre l'Iran et l'Iraq, qui a déjà fait l'objet d'une discussion à l'Assemblée et sur laquelle nous nous sommes prononcés. Il introduit donc une question étrangère au débat actuel qui n'a aucun rapport avec la question que nous examinons. Le représentant d'Israël doit se conformer aux règles de procédure et expliquer son vote et ne pas s'engager dans ce genre de tactique pour détourner l'attention de l'Assemblée.

132. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je suis certain que le représentant d'Israël prendra note de ce que vient de dire le représentant de l'Iraq et je l'invite à poursuivre sa déclaration.

133. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Je crois que je traite de la situation au Moyen-Orient. Les actes de génocide commis par le régime iraquien à Ad Dujayl s'inscrivent dans le cadre de la situation au Moyen-Orient.

134. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne la parole au représentant de l'Iraq pour une motion d'ordre.

135. M. AL-ZAHAWI (Iraq) [*interprétation de l'anglais*] : Nous ne sommes pas en train de discuter la situation au Moyen-Orient, nous sommes en train d'entendre des explications de vote. Je voudrais donc attirer l'attention du représentant de l'entité sioniste sur le fait que nous ne sommes pas en train de discuter la situation au Moyen-Orient maintenant; le débat est terminé. La situation au Moyen-Orient, comme chacun le sait, concerne surtout la question de Palestine, les actes d'agression israélienne contre

le peuple palestinien et les pays arabes en général. Voilà la question du Moyen-Orient. C'est la façon dont elle est inscrite à l'ordre du jour du Conseil de sécurité et à l'ordre du jour de l'Assemblée générale.

136. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je demande au représentant d'Israël de se limiter à une explication de vote.

137. M. BLUM (Israël) [*interprétation de l'anglais*] : Je suis en train d'expliquer pourquoi les projets de résolution dont nous sommes saisis sont très mal conçus et ne répondent pas aux exigences du point de l'ordre du jour qui est intitulé "La situation au Moyen-Orient". Je vous serais également reconnaissant, Monsieur le Président, de dire au représentant de l'entité d'Al-Takriti dans cette salle que nous devons nous adresser aux représentants présents conformément au nom du pays qu'ils représentent, et qu'il a ignoré une fois de plus les règles habituellement respectées dans les débats de ce genre. Avec votre permission, Monsieur le Président, je vais poursuivre.

138. Dans ma déclaration du 8 décembre, je me suis également référé aux activités extraordinaires de la Libye qui continue à intervenir dans les affaires intérieures de tous ceux qui ont le malheur d'attirer son attention, les soumettant ainsi à des traitements brutaux, à la répression et au terrorisme.

139. Nous constatons également avec regret qu'au cours de ce débat, ostensiblement consacré au Moyen-Orient, l'Assemblée générale a ignoré à nouveau l'acte horrible commis par le régime minoritaire de Damas. La contribution de la Syrie, en tant que membre de la Commission des droits de l'homme, a été le massacre, en février dernier, de milliers de ses propres citoyens dans ce qui était le centre de la ville de Hama. Cet événement dramatique a dominé beaucoup d'autres actes commis au cours de l'année écoulée, mais on ne le dénoncera pas au nom de considérations parlementaires dominantes en cette assemblée. En ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.49, je voudrais rappeler à l'Assemblée que depuis de nombreuses années les Hauteurs du Golan servent de bases à la Syrie pour lancer des agressions contre Israël.

140. Les efforts faits par les ennemis d'Israël pour prouver qu'il n'est pas un Etat épris de paix sont grotesques si l'on tient compte des sacrifices déjà consentis et bien connus d'Israël pour la paix. Au lieu de demander la conciliation et la négociation, le projet de résolution invite les Etats à s'abstenir d'approvisionner Israël, victime visée par les agressions arabes répétées, d'empêcher de lui fournir les moyens de se défendre et d'essayer de l'isoler afin que les agresseurs arabes puissent s'enhardir et continuer à faire la guerre sur les frontières d'Israël et l'attaquer en cette assemblée. Non seulement le projet de résolution ignore le refus obstiné de la Syrie de reconnaître Israël, de négocier avec Israël et, finalement, même d'essayer de faire la paix avec Israël, mais il ignore également tous les actes hostiles de la Syrie au cours des dernières années pour entraver tout mouvement vers un règlement pacifique du conflit entre les Arabes et Israël. Donc, le projet de résolution A/37/L.49 déforme la réalité et doit être rejeté.

141. Le projet de résolution A/37/L.50 n'a rien à voir avec la réalité non plus. En vérité, le prétendu Centre palestinien de recherche non seulement se livrait à une propagande d'horreur contre Israël mais il recueillait en outre diverses données de renseignements opérationnels pour que les groupes terroristes s'en servent contre Israël et contre des objectifs civils juifs en Israël et dans le monde. Il est difficile de voir comment les dossiers personnels d'officiers israéliens supérieurs, ainsi que les listes des postes d'essence, des routes et des installations d'eau et d'électricité en Israël peuvent être considérés comme des objets d'art ou comme l'héritage culturel du peuple palestinien. Mon gouvernement m'autorise à déclarer qu'en temps voulu les matériaux authentiques de recherche seront rendus au Gouvernement libanais dans la capitale duquel ils ont été trouvés.

142. En ce qui concerne Jérusalem, qui fait l'objet du projet de résolution A/37/L.51, la position d'Israël est bien connue; elle a été exposée au cours de nombreux débats ici et dans d'autres instances de l'Organisation des Nations Unies. Nous avons maintes fois répété qu'aucune discussion relative à Jérusalem ne saurait méconnaître le fait que le peuple juif — et seulement le peuple juif — a toujours considéré Jérusalem comme le centre de sa vie nationale et spirituelle. Unie de nouveau depuis 1967, Jérusalem jouit aujourd'hui d'une liberté et d'une paix jamais connues dans l'histoire de cette ville, une liberté qui garantit l'accès du culte et le droit de l'exercer aux adhérents de toutes les religions. Comme dans le passé, Israël continuera à l'avenir à promouvoir la paix et le bien-être de notre capitale et de sa population, ainsi qu'à préserver la place spéciale que Jérusalem occupe dans les cœurs des fidèles des diverses croyances dans le monde entier.

143. La condamnation exprimée par mon gouvernement au sujet du massacre perpétré à Beyrouth en septembre dernier est bien connue de tous et elle a été exprimée de façon appropriée dans les déclarations que nous avons faites au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale. Notre position sera dûment reflétée lors de notre vote sur le paragraphe 1 du projet de résolution A/37/L.52. En revanche, nous nous joindrons à tous les Etats qui s'opposent au paragraphe 2 du même projet de résolution en raison de la terminologie très vague, irréflectée et inappropriée utilisée à l'égard de certaines notions juridiques bien définies. Une manipulation aussi cynique de ces concepts ne peut que compromettre la crédibilité des Nations Unies.

144. Enfin, je voudrais dire quelques mots du projet de résolution A/37/L.53. Comme tout le monde le sait, Israël appuie pleinement la complète restauration de la souveraineté et de l'intégrité territoriale du Liban, ainsi que le rétablissement de l'autorité légale du Gouvernement libanais sur tout le territoire de ce pays. Il est donc essentiel que tous les éléments non libanais, sans exception, abandonnent le sol libanais et que le peuple libanais soit mis à même de prendre son destin entre ses mains. Puisque les principales dispositions du projet de résolution A/37/L.53 sont conformes à ces principes qui sont à la base de la position israélienne, nous appuierons le projet de résolution, étant bien entendu que rien dans ce texte ne saurait être interprété comme affectant

le droit d'Israël d'exiger que tout arrangement qui pourrait être convenu à l'avenir au Liban, de façon permanente et sûre, exclue toute action hostile contre Israël et ses citoyens à partir du sol libanais.

145. Israël votera contre le document A/37/L.59, qui non seulement est hors de propos mais qui est aussi dépassé par les événements.

146. Nous nous réservons le droit d'expliquer notre vote sur le projet de résolution A/37/L.48 au moment opportun.

147. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va se prononcer sur le projet de résolution A/37/L.49 et Add.1. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Botswana, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, Tchad, Chine, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Ethiopie, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Pologne, Qatar, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Australie, Belgique, Canada, Costa Rica, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Guatemala, Islande, Irlande, Israël, Italie, Japon, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Argentine, Autriche, Bahamas, Barbade, Brésil, Birmanie, République centrafricaine, Chili, Colombie, République dominicaine, Equateur, El Salvador, Fidji, Gabon, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Malawi, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Samoa, Singapour, Espagne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Zaïre.

Par 87 voix contre 22, avec 31 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/123 A).

148. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons prendre une décision sur le projet de résolution A/37/L.50 qui a été oralement amendé et est devenu le projet de résolution A/37/L.50/Rev.1, lequel incorpore les modifications présentées oralement par le représentant du Cuba, à savoir : Au troisième alinéa du préambule, on a remplacé le

mot "pillé" par le mot "emporté". Cet alinéa commence donc comme suit :

"Ayant appris que l'armée israélienne, pendant son occupation de Beyrouth, a saisi et emporté les archives et documents..."

Le paragraphe 2 se lit maintenant comme suit :

"Demande au gouvernement israélien de restituer intégralement, par l'intermédiaire de l'Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture, tous les biens culturels appartenant à des institutions palestiniennes, notamment les archives et documents enlevés du Centre palestinien de recherche et arbitrairement saisis par les forces israéliennes."

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : République dominicaine, Malawi, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Etats-Unis d'Amérique.

Par 138 voix contre une, avec 4 abstentions, le projet de résolution est adopté (résolution 37/123 B)¹⁰.

149. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons voter sur le projet de résolution A/37/L.51 et Add.1. Je rappelle à l'Assemblée que le paragraphe 2 a été modifié par la suppression des mots "l'Article 25 de". Ce paragraphe se lit maintenant comme suit :

"Demande à ces Etats d'appliquer les dispositions des résolutions pertinentes de l'Organisation des Nations Unies, conformément à la Charte des Nations Unies."

Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : République dominicaine, Guatemala, Malawi, Etats-Unis d'Amérique.

Par 137 voix contre une, avec 4 abstentions, le projet de résolution, tel qu'amendé oralement, est adopté (résolution 37/123 C).

150. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution A/37/L.52 et Add.1. Un vote enregistré séparé a été demandé sur les paragraphes 1 et 2. Je considère qu'il n'y a pas d'objections à ce sujet et l'Assemblée va donc d'abord voter sur le paragraphe 1.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique,

Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie Saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : néant.

Par 145 voix contre zéro, le paragraphe 1 est adopté.

151. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va se prononcer sur le paragraphe 2 du projet de résolution A/37/L.52 et Add.1.

Il est procédé à un vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Bahreïn, Bangladesh, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malaisie, Maldives, Mali, Mauritanie, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Somalie, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Togo, Tunisie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zambie.

Votent contre : Australie, Belgique, Canada, Danemark, Finlande, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Israël, Italie, Luxem-

bourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Portugal, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

S'abstiennent : Autriche, Bahamas, Barbade, Birmanie, Costa Rica, République dominicaine, Gabon, Guatemala, Côte d'Ivoire, Japon, Malawi, Maurice, Népal, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Philippines, Samoa, Singapour, Espagne, Thaïlande, Trinité-et-Tobago, Turquie, Uruguay, Zaïre.

Par 98 voix contre 19, avec 23 abstentions, le paragraphe 2 est adopté.

152. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : L'Assemblée va procéder au vote sur le projet de résolution A/37/L.52 et Add.1 dans son ensemble. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Djibouti, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Nicaragua, Nigéria, Oman, Pakistan, Panama, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : Australie, Barbade, Belgique, Canada, Danemark, République dominicaine, France, Allemagne, République fédérale d', Islande, Irlande, Israël, Italie, Côte d'Ivoire, Luxembourg, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Norvège, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Portugal, Suède, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Etats-Unis d'Amérique.

Par 123 voix contre zéro, avec 22 abstentions, le projet de résolution dans son ensemble est adopté (résolution 37/123 D).

153. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous passons au projet de résolution A/37/L.53 et Add.1 et à l'amendement y relatif, contenu dans le document A/37/L.59. Selon l'article 90 du règlement intérieur, je mettrai d'abord aux voix l'amendement

contenu dans le document A/37/L.59. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Albanie, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Italie, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : Israël.

S'abstiennent : Etats-Unis d'Amérique.

Par 140 voix contre une, avec une abstention, l'amendement est adopté.

154. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Nous allons voter maintenant sur le projet de résolution A/37/L.53 et Add.1, tel qu'il a été amendé. Un vote enregistré a été demandé.

Il est procédé au vote enregistré.

Votent pour : Afghanistan, Algérie, Angola, Argentine, Australie, Autriche, Bahamas, Bahreïn, Bangladesh, Barbade, Belgique, Belize, Bénin, Bhoutan, Bolivie, Botswana, Brésil, Bulgarie, Birmanie, Burundi, République socialiste soviétique de Biélorussie, Canada, Cap-Vert, République centrafricaine, Tchad, Chili, Chine, Colombie, Comores, Congo, Costa Rica, Cuba, Chypre, Tchécoslovaquie, Kampuchea démocratique, Yémen démocratique, Danemark, Djibouti, République dominicaine, Equateur, Egypte, El Salvador, Ethiopie, Fidji, Finlande, France, Gabon, Gambie, République démocratique allemande, Allemagne, République fédérale d', Ghana, Grèce, Grenade, Guatemala, Guinée, Guinée-Bissau, Guyana, Honduras, Hongrie, Islande, Inde, Indonésie, Iran (République islamique d'), Iraq, Irlande, Israël,

Italie, Côte d'Ivoire, Jamaïque, Japon, Jordanie, Kenya, Koweït, République démocratique populaire lao, Liban, Lesotho, Libéria, Jamahiriya arabe libyenne, Luxembourg, Madagascar, Malawi, Malaisie, Maldives, Mali, Malte, Mauritanie, Maurice, Mexique, Mongolie, Maroc, Mozambique, Népal, Pays-Bas, Nouvelle-Zélande, Nicaragua, Nigéria, Norvège, Oman, Pakistan, Panama, Papouasie-Nouvelle-Guinée, Paraguay, Pérou, Philippines, Pologne, Portugal, Qatar, Roumanie, Rwanda, Samoa, Sao Tomé-et-Principe, Arabie saoudite, Sénégal, Seychelles, Sierra Leone, Singapour, Somalie, Espagne, Sri Lanka, Soudan, Suriname, Suède, République arabe syrienne, Thaïlande, Togo, Trinité-et-Tobago, Tunisie, Turquie, Ouganda, République socialiste soviétique d'Ukraine, Union des Républiques socialistes soviétiques, Emirats arabes unis, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, République-Unie du Cameroun, République-Unie de Tanzanie, Etats-Unis d'Amérique, Haute-Volta, Uruguay, Vanuatu, Venezuela, Viet Nam, Yémen, Yougoslavie, Zaïre, Zambie.

Votent contre : néant.

S'abstiennent : néant.

Par 145 voix contre zéro, le projet de résolution tel qu'amendé, est adopté (résolution 37/123 E).

155. Le PRÉSIDENT (*interprétation de l'anglais*) : Je donne maintenant la parole aux délégations qui désirent expliquer leur vote, mais puis-je, une nouvelle fois, rappeler que les explications de vote sont limitées à 10 minutes et que les représentants doivent parler de leur place.

156. M. NISIBORI (Japon) [*interprétation de l'anglais*] : Le Japon a déclaré à plusieurs reprises qu'il condamne énergiquement et qu'il n'acceptera jamais les mesures prises par Israël dans le territoire occupé des Hauteurs du Golan, notamment son annexion effective. Toutefois, le Japon a été obligé de voter contre le projet de résolution A/37/L.49, parce qu'il contient plusieurs paragraphes incompatibles avec certaines des convictions fondamentales de mon gouvernement. Je me réfère en particulier à la conviction de mon gouvernement selon laquelle l'Organisation des Nations Unies doit être une organisation universelle, que tout conflit doit être réglé pacifiquement par des négociations et que l'isolation d'un pays donné ne contribue pas nécessairement à la solution d'un problème.

157. Cependant, mon gouvernement tient à avertir Israël dans les termes les plus vigoureux qu'il ne doit pas commettre l'erreur d'interpréter ce vote comme une approbation des mesures qu'il a prises dans le territoire occupé des Hauteurs du Golan, de ses pratiques scandaleuses dans les territoires arabes occupés, ou de son invasion du Liban.

158. M. MORENO-SALCEDO (Philippines) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté en faveur du projet de résolution A/37/L.52 dans son ensemble, car nous partageons la consternation de la communauté mondiale qui condamne les massacres de civils palestiniens dans les camps de Sabra et de Chatila à Beyrouth. Mais nous nous sommes abstenus lors du vote sur le paragraphe 2 de ce projet de résolution parce qu'il n'est pas certain que ce massacre

ait été un acte de génocide, conformément aux dispositions de la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide⁸, qui est entrée en vigueur le 12 janvier 1951.

159. M. LICHENSTEIN (Etats-Unis) [*interprétation de l'anglais*] : Le Gouvernement des Etats-Unis déploie tous ses efforts pour arriver à une paix juste et globale au Moyen-Orient, librement négociée par les parties au conflit et conformément aux principes des résolutions 242 (1967) et 338 (1973) du Conseil de sécurité.

160. La position des Etats-Unis à l'égard des diverses résolutions qui ont été votées cet après-midi par l'Assemblée générale dans le cadre du point intitulé "La situation au Moyen-Orient" a été dictée par notre désir d'arriver à une paix juste et négociée. Dans la mesure où ces résolutions favorisent cet objectif de paix nous les appuyons; dans la mesure où elles nous détournent de cet objectif ou élargissent l'écart entre les parties au conflit, nous nous y opposons.

161. Partant de ce point de vue, le projet de résolution A/37/L.49 nous étonne. Ce projet de résolution omnibus, plein de condamnations imprudentes, de rejets, de déclarations, de demandes, ne sert nullement la cause de la paix; en fait, il dresse des obstacles sur la voie de la paix. Son but essentiel est d'isoler un Etat Membre, une partie au conflit, et d'œuvrer pour de nouvelles tentatives visant à ce que cet Etat Membre soit expulsé de l'Organisation. Les dirigeants de mon pays ont clairement exposé quelle serait notre attitude devant une telle éventualité. Ce projet de résolution offre un exemple parfait d'un exercice parlementaire stérile qui ne peut que polariser les positions au lieu de résoudre les conflits et saper la crédibilité de cette assemblée. Pour toutes ces raisons, ma délégation a voté contre ce projet de résolution.

162. Pour ce qui est du projet de résolution A/37/L.50/Rev.1, nous nous sommes abstenus lors du vote parce que nous pensons que ni les Etats-Unis ni aucun autre membre de cette assemblée ne saurait connaître tous les faits relatifs aux accusations proférées. Tant que nous ne connaissons pas ces faits, toute accusation est prématurée. En même temps, les Etats-Unis tiennent à préciser que nous appuyons les principes des règlements de La Haye et de la Convention de Genève relative à la protection des personnes civiles en temps de guerre et de leurs biens en territoires occupés.

163. Nous nous sommes également abstenus lors du vote sur le projet de résolution A/37/L.51 relatif à la question des missions diplomatiques à Jérusalem, comme nous l'avons fait en ce qui concerne la résolution 478 (1980) du Conseil de sécurité, à laquelle le projet de résolution fait référence. Nous sommes convaincus que la demande du Conseil adressée aux Etats Membres afin qu'ils retirent leurs missions de Jérusalem n'avait pas un caractère obligatoire, n'avait aucune force et essayait de dicter aux Etats Membres le comportement qu'ils devaient suivre. Nous le pensons toujours. Notre position sur le statut de Jérusalem n'a pas changé : le caractère ultime de la Ville, son statut ultime découleront du processus de négociations devant aboutir à une paix juste et durable.

164. Il n'y a aucun doute que le massacre des civils palestiniens à Sabra et Chatila est un crime. Nous condamnons ces assassinats. Nous avons appuyé le paragraphe 1 du projet de résolution A/37/L.52. Toutefois, nous pensons que qualifier cette tragédie de génocide, d'après les définitions de ce mot dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948 est un abus de langage grave et imprudent. En vérité, l'usage abusif de l'hyperbole banalise un événement aussi tragique. En conséquence, nous n'avons pas pu appuyer le paragraphe 2 et nous nous sommes abstenus lors du vote sur l'ensemble du projet de résolution A/37/L.52.

165. Enfin, nous avons été heureux de nous porter coauteurs du projet de résolution A/37/L.53 qui demande le retrait du Liban de toutes les forces non libanaises qui ne sont pas autorisées par le Gouvernement libanais à se déployer sur son territoire. Nous appuyons totalement et sans équivoque le Gouvernement libanais dans les efforts qu'il déploie pour recouvrer son autorité sur son territoire à l'intérieur de frontières reconnues internationalement. Nous nous sommes abstenus lors du vote sur l'amendement syrien [A/37/L.59] visant à inclure une référence aux résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité dans un alinéa du préambule de ce projet de résolution. Ces résolutions du Conseil de sécurité, qui étaient tout à fait pertinentes étant donné la situation du mois de juin dernier, et que nous avons alors appuyées au Conseil de sécurité en juin dernier, ne peuvent s'appliquer à la situation actuelle et représentent, à notre avis, une intrusion inutile dans une affirmation qui serait par ailleurs précise, pertinente et d'importance vitale. En conséquence, mon gouvernement non seulement a voté en faveur du projet de résolution A/37/L.53, mais s'est joint à ses auteurs.

166. M. BEAUGE (Argentine) [*interprétation de l'espagnol*] : La délégation argentine a voté pour les projets de résolution A/37/L.50/Rev.1 à L.53, mais s'est abstenue lors du vote sur le projet de résolution A/37/L.49. Ce dernier projet de résolution a fondamentalement trait au territoire syrien des Hauts du Golan qui est illégalement occupé par Israël en violation de la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité et de résolutions de l'Assemblée générale. Il n'y a aucun doute que la décision d'Israël d'imposer ses lois, sa juridiction et son administration sur les Hauts du Golan est nulle et non avenue et qu'elle n'a aucune validité ni effet juridique.

167. Dans ce cas particulier, où la République arabe syrienne s'est trouvée illégalement dépossédée d'une partie de son territoire souverain, le Gouvernement israélien doit respecter strictement les principes de l'inadmissibilité de l'acquisition de territoire par la force, ainsi que l'intégrité territoriale des Etats, principes fondamentaux de la Charte des Nations Unies.

168. Néanmoins, la délégation argentine a dû s'abstenir parce que, comme nous l'avons fait dans la crise récente survenue dans la région des îles Malvinas, lorsque la République argentine a fait l'objet de sanctions arbitraires, illégalement imposées, nous devons agir ici de la même manière; les Etats Membres de l'Organisation des Nations Unies doivent respecter la compétence des organes principaux de l'Organisation, conformément aux dispositions de la Charte.

169. M. PASTINEN (Finlande) [*interprétation de l'anglais*] : Le projet de résolution A/37/L.52 reconnaît explicitement l'indignation et la condamnation universelles suscitées par le massacre commis à Sabra et Chatila. C'est bien là une description valable et authentique de la réaction de la communauté internationale et des peuples du monde devant cet acte horrible.

170. C'est la raison pour laquelle la délégation finlandaise a voté pour ce projet de résolution. Nous l'avons fait en dépit des doutes très sérieux que nous éprouvons, pour des motifs juridiques comme pour des raisons de fait, quant à la possibilité d'appliquer à ces événements le terme de "génocide", tel qu'il est défini dans la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide de 1948.

171. Nous regrettons que l'Assemblée générale, par l'introduction de cet élément, n'ait pu donner une expression unanime à l'indignation et à la condamnation universelles devant le massacre de Sabra et de Chatila.

172. M. OVINNIKOV (Union des Républiques socialistes soviétiques) [*interprétation du russe*] : En ce qui concerne le projet de résolution A/37/L.53 qui vient d'être adopté, la délégation de l'Union des Républiques socialistes soviétiques voudrait faire la déclaration suivante.

173. L'Union soviétique estime absolument indispensable de garantir l'intégrité territoriale, la souveraineté, l'unité et l'indépendance politique du Liban. C'est précisément pour cette raison que l'Union soviétique condamne énergiquement l'agression commise par Israël au Liban ainsi que l'occupation, qui dure encore à ce jour, d'une partie importante du territoire libanais par Israël, ce qui sape le respect de tous ces principes.

174. Les bases du règlement de la situation au Liban sont définies dans les résolutions 508 (1982) et 509 (1982) du Conseil de sécurité qui ont été adoptées à l'unanimité et maintes fois appuyées par l'Assemblée générale. Ces résolutions exigent qu'il soit mis fin immédiatement à toutes les activités militaires au Liban et que soient retirées sans condition — je souligne : sans condition — les forces israéliennes stationnées sur tout le territoire du Liban. Quant au vote pratiquement unanime de l'Assemblée générale en faveur de l'amendement présenté par la délégation de la République arabe syrienne [A/37/L.59] et maintenant inséré dans le texte définitif de la résolution, c'est un rappel très opportun adressé à l'agresseur. Le vote sur cet amendement fait cependant apparaître autre chose. Il montre comment la position des Etats-Unis rejoint de plus en plus celle d'Israël. Au début, au Conseil de sécurité, les Etats-Unis avaient voté pour les résolutions 508 (1982) et 509 (1982). Mais, par la suite, les Etats-Unis ont commencé à bloquer la mise en œuvre de ces résolutions du Conseil de sécurité. Le vote émis aujourd'hui par les Etats-Unis sur l'amendement de la République arabe syrienne marque, du point de vue qualitatif, une étape nouvelle de l'évolution de la position des Etats-Unis, car ce vote montre que les Etats-Unis renoncent déjà ouvertement à appuyer les résolutions 508 (1982) et 509 (1982). Ce vote des Etats-Unis doit, à notre avis, être une douche froide pour ceux qui persistent

à espérer que les Etats-Unis pourront renoncer à leur appui inconditionnel d'Israël et contribuer à aider de quelque manière que ce soit les Arabes. La vérité exige que l'on dise que cela n'a pas eu lieu et ne peut avoir lieu, parce que les Etats-Unis et Israël ont conclu une alliance stratégique. C'est une alliance qui vise à la recolonisation du Moyen-Orient, à l'asservissement des pays et des peuples arabes, aux ambitions globales des Etats-Unis et aux ambitions régionales d'Israël.

175. La délégation soviétique voudrait également souligner que le libellé du paragraphe 1 du projet de résolution A/37/L.53 que nous venons d'adopter concernant l'appui international aux efforts du Liban ne s'étend nullement aux activités des forces dites multinationales. L'envoi de ces forces spéciales de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord [OTAN] au Liban sape l'efficacité des efforts déployés par le Conseil de sécurité et par les Nations Unies dans leur ensemble et va à l'encontre de l'esprit et de la lettre des résolutions pertinentes de l'ONU.

176. M. ELMÉR (Suède) [*interprétation de l'anglais*] : La Suède a voté contre le projet de résolution A/37/L.49. Malgré notre plein appui à ce qui constitue à nos yeux le thème central de ce texte, tel que l'expriment les paragraphes 3, 4, 5, 6 et 9, nous n'avons pu faire autrement que de voter contre le projet de résolution dans son ensemble.

177. La raison, comme dans le cas de la résolution ES-9/1, à laquelle la Suède a été également contrainte de s'opposer, est due à un certain nombre d'éléments totalement inacceptables, avant tout ceux figurant dans les paragraphes 12 à 16. Nos objections à ces paragraphes portent sur leur contenu de fond, de même que sur le fait qu'ils ne peuvent être conciliés avec le partage des responsabilités qu'envisage la Charte entre l'Assemblée générale et le Conseil de sécurité.

178. Ma délégation a appuyé les projets de résolution A/37/L.50/Rev.1 et L.51. Quant au projet de résolution A/37/L.52, je tiens à déclarer que mon gouvernement a exprimé son horreur devant le massacre perpétré dans les camps de réfugiés de Beyrouth et sa condamnation de ce crime odieux. De l'avis de mon gouvernement, toutefois, l'affirmation que l'on trouve au paragraphe 2 du dispositif du projet de résolution n'est pas juste et, à regret, ma délégation a jugé inévitable de s'abstenir sur celui-ci.

M. Traoré (Mali), vice-président, prend la présidence.

179. M. BALETA (Albanie) : La délégation albanaise a voté en faveur des projets de résolution A/37/L.49, L.50/Rev.1, L.51 et L.52 qui viennent d'être adoptés. Ces votes positifs sont en conformité avec l'attitude bien connue de notre pays qui soutient la juste lutte des peuples arabes contre l'agression impérialiste sioniste.

180. La République populaire socialiste d'Albanie soutient aussi fermement la restauration, la préservation et le respect complet de l'indépendance, de la souveraineté nationale et de l'intégrité territoriale du Liban. Et, pour ce faire, nous pensons qu'il faut mettre sans tarder un terme à l'occupation et à l'agression militaires d'Israël au Liban; il faut que les armées

sionistes d'occupation se retirent immédiatement du Liban et que cessent toute intervention et présence militaire des autres puissances dans ce pays.

181. Mais nous n'avons pas participé au vote sur le projet de résolution A/37/L.53 pour les raisons suivantes. Parmi les auteurs de cette résolution, on trouve aussi le nom de certains pays qui portent une lourde responsabilité pour les malheurs qui ont frappé le peuple libanais et pour la situation grave qui a été créée au Liban. Les Etats-Unis d'Amérique, en particulier, en sont responsables parce qu'ils ont encouragé et aidé énormément Israël à poursuivre une politique d'ingérence brutale et d'agression barbare contre le Liban, à occuper militairement une grande partie du territoire de ce pays. En devenant coauteur de ce projet de résolution, l'impérialisme américain cherche à échapper à sa responsabilité. De plus, ce texte n'est pas précis, selon nous, quant aux troupes qui doivent quitter le Liban. On y garde un silence, inacceptable pour nous, sur le fait que ce sont les troupes israéliennes d'occupation qui ont gravement violé la souveraineté et l'intégrité de ce pays. Nous pensons également que la présence au Liban de troupes américaines et autres constitue un précédent dangereux.

182. M. RAJAIE-KHORASSANI (République islamique d'Iran) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation a voté pour le projet de résolution A/37/L.49. Ce vote positif n'est pas seulement dicté par les relations amicales qui existent avec bonheur entre mon pays et la République arabe syrienne, ainsi que beaucoup d'autres pays musulmans frères. Le vote de ma délégation repose également sur nos principes idéologiques qui nous font une obligation religieuse du soutien sans réserve de la défense de la terre musulmane. C'est en vertu des mêmes principes que ma délégation n'est pas très satisfaite du membre de phrase "occupé depuis 1967", qui figure au paragraphe 1 de ce projet de résolution. Selon mon gouvernement, cette chirurgie politique, dont est résulté ce qu'on appelle Israël, n'est qu'une occupation illégale de l'Etat de Palestine. Cette base d'usurpateurs sionistes dans notre région est un cancer politique et tous ses actes d'agression et d'occupation, que ce soit avant ou après 1967, demeurent des conséquences illégales de son existence illégale même.

183. L'Assemblée vient de remarquer que le représentant des usurpateurs sionistes a profité de la situation existant entre l'Iran et l'Iraq pour détourner l'attention de l'Assemblée de l'occupation illégale des territoires musulmans par les usurpateurs sionistes. Il convient de noter qu'un grand nombre des divergences qui existent dans la région sont précisément créées ou provoquées, directement ou indirectement, par les conspirateurs sionistes et ceux qui les soutiennent.

184. Voilà pourquoi tous les pays de la région, de même que l'Assemblée, ont, à juste titre, identifié la situation au Moyen-Orient au problème de la non-entité sioniste qu'on appelle Israël.

185. M. TRUCCO (Chili) [*interprétation de l'espagnol*] : Un des principes fondamentaux de la politique extérieure de mon pays est le rejet du recours à la force dans les relations internationales. Sur la base de ce principe, le Chili rejette de façon constante

l'occupation par l'Etat d'Israël des Hauteurs du Golan, comme ses annexions illégales.

186. Il nous paraît positif, pour ces raisons, que le projet de résolution A/37/L.49 reprenne le principe fondamental selon lequel l'occupation de territoire par la force est inadmissible. Cependant, ma délégation s'est abstenue lors du vote sur ce projet de résolution car, malgré ses aspects positifs, il contient un langage excessif et des éléments qui nuisent à son équilibre, ce qui ne contribue nullement à la recherche de la paix au Moyen-Orient. Dans ce sens, les exhortations formulées au paragraphe 13 préjugent, à notre avis, du destin de l'aide de tout genre que reçoit ou octroie un Etat souverain à une autre Etat souverain. De plus, comme nous l'avons soutenu à maintes reprises, seul le Conseil de sécurité est compétent pour appliquer des sanctions comme celles mentionnées dans l'un des paragraphes du dispositif.

187. M. DORN (Suriname) [*interprétation de l'anglais*] : Le Gouvernement de la République de Suriname estime que, puisqu'Israël refuse toujours de se conformer à la résolution 497 (1981) du Conseil de sécurité, la communauté internationale se doit de prendre les mesures qui s'imposent pour remédier à cette situation.

188. De plus, mon gouvernement est d'avis qu'on ne parviendra pas à réaliser la paix dans cette région tant qu'Israël persistera à dénier au peuple palestinien son droit à l'autodétermination, car c'est bien là le cœur de la situation difficile au Moyen-Orient.

189. En conséquence, la délégation du Suriname se félicite de ces résolutions dans lesquelles elle voit une nouvelle étape dans nos efforts communs vers la réalisation de notre objectif : réussir à faire comprendre à Israël qu'il ne peut pas impunément continuer à défier les principes du droit international, de même que les décisions de la communauté internationale.

190. Ma délégation, néanmoins, a des doutes quant au bien-fondé de certains des paragraphes des résolutions que nous venons d'adopter. A cet égard, ma délégation tient à faire savoir qu'elle a des réserves à propos du huitième alinéa du préambule, du paragraphe 12, et des alinéas c et d du paragraphe 13 du projet de résolution A/37/L.49. Ces réserves ne l'ont toutefois pas empêchée de voter pour les projets de résolution dont nous étions saisis.

191. M. KIRCA (Turquie) [*interprétation de l'anglais*] : J'aimerais expliquer la position de ma délégation en ce qui concerne les projets de résolution qui viennent d'être adoptés par l'Assemblée générale.

192. Ma délégation a voté pour le projet de résolution A/37/L.49 bien que les implications juridiques du huitième alinéa de son préambule ne lui apparaissent pas clairement, pas plus d'ailleurs que celles du paragraphe 12, et en conséquence, elle souhaite réserver sa position à cet égard. En outre, ma délégation tient à dire qu'elle est opposée par principe aux références négatives à des tiers comme celles que l'on trouve au paragraphe 8. La Turquie ne s'associe pas à la condamnation contenue dans ce paragraphe; elle la trouve par ailleurs inutile.

193. La délégation turque a voté pour le projet de résolution A/37/L.52 concernant le massacre massif

de civils palestiniens dans les camps de réfugiés de Sabra et de Chatila.

194. Actuellement, ma délégation n'est pas certaine que l'Assemblée générale, étant donné les informations dont elle dispose, soit à même de déterminer la nature véritable de ces événements et qu'elle ait compétence pour les définir de façon précise, au sens juridique du terme. Cependant, nous avons voté pour ce projet de résolution dans son ensemble parce que nous voulions exprimer notre profonde indignation et le choc que nous avons ressenti devant ce crime horrible perpétré contre des hommes, des femmes et des enfants innocents. Les victimes de cet abominable massacre étaient des gens sans défense qui vivaient dans ces camps, non pas parce qu'ils le voulaient, mais parce que n'ayant pas de patrie ils n'avaient pas d'autre choix. Leur sacrifice suprême ne trouvera son véritable sens que lorsque le peuple arabe de Palestine sera en mesure d'exercer pleinement ses droits inaliénables, et en particulier son droit à l'autodétermination et à la création d'un Etat indépendant dans sa patrie.

195. La délégation turque a voté pour tous les projets de résolution présentés au titre du point 34 de l'ordre du jour, reflétant ainsi la position qui est celle de son gouvernement depuis longtemps et dont la politique appuie la conclusion d'un règlement global juste et durable du conflit du Moyen-Orient et de la question de Palestine.

196. Le Gouvernement turc continuera à voir ces nouvelles résolutions, comme il l'a fait des résolutions adoptées précédemment en la matière, dans le cadre des principes et objectifs généraux de sa politique étrangère, et plus particulièrement dans le contexte de la politique qu'il a adoptée à propos du Moyen-Orient, telle que reflétée dans les déclarations et les actes officiels du Gouvernement turc.

197. M. KERGIN (Canada) [*interprétation de l'anglais*] : Ma délégation ne veut pas retenir l'Assemblée en rappelant la position canadienne bien connue sur les grandes questions que soulèvent les projets de résolution qui viennent d'être mis aux voix. Je tiens cependant à faire une brève observation au sujet du vote par division sur le paragraphe 2 du projet de résolution A/37/L.52. Le Canada a condamné les massacres des camps de réfugiés de Sabra et de Chatila, tant ici à l'Organisation des Nations Unies que dans des déclarations faites par le Gouvernement canadien. Ce qui s'y est passé a saisi d'horreur tous les peuples civilisés. Cependant, le terme de "génocide" ne nous semble pas pouvoir s'appliquer à cet acte particulièrement inhumain. Nous nous demandons aussi si l'Assemblée générale est compétente pour décider de cette définition.

198. M. GAUCI (Malte) [*interprétation de l'anglais*] : Comme en de précédentes occasions, ma délégation a voté en faveur de la teneur politique générale des projets de résolution dont l'Assemblée était saisie.

199. Nous tenons cependant à dire que notre vote positif ne signifie pas nécessairement que nous soyons entièrement d'accord avec chacune des dispositions de ces projets de résolution. Cela ne veut pas davantage dire que les questions juridiques qui pourraient découler de certaines des dispositions des mêmes

projets de résolution peuvent être tranchées par l'Assemblée générale.

200. M. AMEGA (Togo) : Le Togo a voté pour le projet de résolution A/37/L.49. Cependant, si un vote par division avait été demandé, le Togo se serait abstenu sur le paragraphe 8. En effet, le vote par un Etat — puisque c'est bien de cela qu'il s'agit — est un acte libre et souverain relevant de son droit de souveraineté. Il ne nous appartient pas d'émettre un jugement de valeur sur la manière de voter d'un Etat.

201. Cela étant, je voudrais faire remarquer que le Togo a toujours été favorable à la prise de mesures plus énergiques contre Israël, telles qu'elles sont prévues au Chapitre VII de la Charte, comme sanctions contre les agissements de ce pays envers la communauté internationale et envers le peuple palestinien en particulier.

202. Le PRÉSIDENT : Le représentant de la Jamahiriya arabe libyenne a demandé à parler dans l'exercice de son droit de réponse. Avant de lui donner la parole, j'aimerais attirer l'attention des représentants sur le fait que, selon la décision 34/401 de l'Assemblée générale, les déclarations faites dans l'exercice du droit de réponse doivent être limitées à 10 minutes et faites par les délégations de leur place.

203. M. BURWIN (Jamahiriya arabe libyenne) [*interprétation de l'arabe*] : Le représentant de l'entité sioniste a saisi l'occasion, lors de son explication de vote, pour accuser mon pays et parler de répression et d'intervention.

204. L'entité sioniste est précisément celle qui intervient dans les territoires d'autres Etats. Elle a fait la guerre contre les Etats arabes voisins et a occupé des territoires en appliquant des lois racistes qui reposent sur des doctrines religieuses et racistes. Ce régime a été instauré par la terreur, et uniquement par la terreur. L'entité sioniste, directement et au moyen d'organisations sionistes, intervient dans les affaires des Etats où il y a des Juifs. Les organisations en question, en recourant à des procédés inavouables — chantage, méthodes immorales —, exercent une influence sur ceux qui sont chargés de prendre les décisions, et surtout les décisions d'ordre politique, notamment dans certains pays d'Europe occidentale et d'Amérique du Nord.

205. Cette entité raciste vit surtout de l'argent qu'elle reçoit, par des moyens immoraux, de certains pays de l'Europe de l'Ouest et de l'Amérique du Nord, et elle met cet argent au service de la subversion, des colonies de peuplement terroristes et expansionnistes, au détriment des pays arabes voisins, essayant de réaliser des objectifs de type colonialiste. Pour ce qui est de la répression, l'entité sioniste est, me semble-t-il, la dernière à pouvoir évoquer ce problème, car ses pratiques à l'encontre des habitants authentiques de Palestine ne sont ignorées de personne. Les poursuites, les expulsions, les assassinats, les sanctions collectives, la destruction des habitations, l'usurpation des eaux et des terres, ainsi que la violation des droits de l'homme dans les territoires palestiniens et arabes occupés par l'entité sioniste raciste — sans parler des massacres de Sabra et de Chatila où l'entité sioniste a encouragé les complots perpétrés contre le peuple palestinien et en a organisé la mise en œuvre — ont été relevés et condamnés par de nombreuses institutions internationales.

206. Les pratiques répressives de l'entité sioniste raciste ont eu des répercussions dans d'autres régions du monde. C'est ainsi qu'elle a aidé Somoza à réprimer le peuple du Nicaragua; le Chah à opprimer le peuple iranien; et le régime raciste d'Afrique du Sud à tyranniser le peuple africain de ce pays; et elle continue d'aider et d'appuyer tous les régimes dictatoriaux, en violation de tous les droits de l'homme.

La séance est levée à 18 h 25.

NOTES

¹ Les délégations du Pérou et de Sri Lanka ont informé ultérieurement le Secrétariat qu'elles avaient eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

² La délégation du Samoa a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.

³ Voir *Documents officiels du Conseil de sécurité, trente-cinquième année, Supplément d'avril, mai et juin 1980*, document S/14009.

⁴ Voir *Weekly Compilation of Presidential Documents*, Washington, Government Printing Office, 1982, vol. 18, n° 35, p. 1081.

⁵ *Actes de la Conférence générale, quatrième session extraordinaire, Comptes rendus des débats*, vol. 3, 12^e séance plénière.

⁶ Acte final de la Conférence sur la sécurité et la coopération en Europe, signé à Helsinki le 1^{er} août 1975.

⁷ Nations Unies, *Recueil des Traités*, vol. 75, n° 973, p. 287.

⁸ *Ibid.*, vol. 78, p. 277.

⁹ Dotation Carnegie pour la paix internationale, *Les Conventions et déclarations de La Haye de 1899 et 1907*, New York, Oxford University Press, 1918, p. 100.

¹⁰ La délégation de Vanuatu a informé ultérieurement le Secrétariat qu'elle avait eu l'intention de voter en faveur du projet de résolution.